

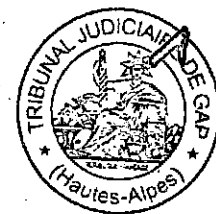
FORMULAIRE À IMPRIMER RECTO/VERSO

| Formule de publication (pour l'établissement d'expéditions, copies, extraits d'actes ou décisions judiciaires à publier) | | |
|--|--|--------|
| SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE | DÉPÔT | DATE |
| | | VOL N° |
| | TAXES : CSI ⁽¹⁾ : _____ <div style="text-align: right;">TOTAL</div> | |
| JUGEMENT D'ADJUDICATION <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> 0504P01 2023 D N° 1847 ADJU </div> <div> Date : 03/02/2023 Volume : 0504P01 2023 P N° 1317 </div> </div> DROITS : Néant <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div>CSI : 331,00 EUR</div> <div>Droits : Néant</div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> 0504P01 2023 D N° 1848 MAJ </div> <div> Date : 03/02/2023 Volume : N° </div> </div> DROITS : Néant <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div>CSI : 15,00 EUR</div> <div>Droits : Néant</div> </div> | | |

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

ADJUDICATION DU 11 MARS 2021



VENTE : sur la commune de GAP, dans un ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété dénommée "Les Portes de Vapincum", les lots n° 16, 17, 53, 60, et 105 se composant ainsi :

- un appartement d'une superficie de 111 m² avec cave, deux garages et un emplacement de parking extérieur.

AVOCAT : Me Jean-Pierre AOUDIANI

Pages : 101

EXTRAIT DES MINUTES AU GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GAP (HAUTES-ALPES)

République française au nom du peuple français

Le juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Gap a rendu en audience publique tenue le

Le jugement d'adjudication dont la teneur suit les formalités ci-après :



ALPAVOCAT

SCP d'avocats inscrite au Barreau des Hautes-Alpes
6 Rue Cadet de Charance 05000 GAP
☎ 04.92.52.34.84 ☎ 04.92.52.44.41



Affaire : CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR/SCI DOUNE
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GAP/Réf. : 19.00409/FB

19 JUIN 2020

POLE FAMILLE
COURRIER ARRIVE

Audience d'orientation du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de GAP du
13.08.2020

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS

DESCRIPTION : Dans un ensemble immobilier sis sur le territoire de la Commune de GAP (05000), 12/14 Avenue Jean-Jaurès, Résidence Les Portes de Vapincum, figurant au cadastre de ladite Commune section DI 75, DI 76 et DI 77, constituant les lots n° 16, 17, 53, 60, 105 de cet ensemble immobilier, étant noté que l'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par ME DENANTE, Notaire à GAP, le 18.01.2007, publié au service de la publicité foncière de GAP le 22.02.2007, volume P2007P n° 2077.

L'état descriptif de division – règlement de copropriété a été modifié aux termes d'un acte reçu par Maître SANTACROCE, Notaire à GAP, le 03.05.2007, publié sous les références 2007 P 4210.

PROCÉDURE DE SAISIE

Saisie immobilière à l'encontre de :

La **SCI DOUNE**, Société civile immobilière, au capital de 1 000.00 euros, ayant son siège social sis 1 Rue des Lavandins 05000 GAP, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de GAP, sous le numéro 511757320, prise en la personne de son représentant légal, domicilié ès qualités audit siège,

Aux requête, poursuites et diligences de :

La **CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR**, Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance, au capital de 395033520,00 euros, ayant son siège social sis 455 Promenade des Anglais 06200 NICE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NICE, sous le numéro 384402871, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié ès qualités audit siège,

Ayant pour avocat Maître Fabien BOMPARD, membre de la SCP ALPAVOGAT,
Avocat au barreau des Hautes-Alpes, dont le Cabinet est sis à GAP (05000) 6 rue
Cadet de Charance,



Lequel se constitue sur la présente poursuite de vente.

Suivant commandement de payer valant saisie délivré par le ministère de la SELARL
VIGUIER, Huissiers de Justice associés à EMBRUN (05), en date du 31.12.2019,

En vertu de la copie exécutoire d'un acte notarié de prêt contenant hypothèque
conventionnelle, acte reçu par Maître Michaël FRECH, Notaire associé de la Société
Civile Professionnelle « BONA-ARAL et FRECH », titulaire d'un Office Notarial sis à
NICE (06000), 6 rue de la Buffa, le 22.12.2017, publié à la Conservation des
Hypothèques de GAP le 22.01.2018, référence 2018 D N° 1044, volume 2018V241 ;

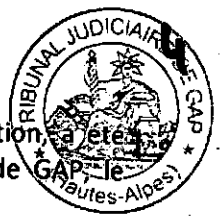
Pour avoir paiement de la somme de :

7 618.93 € (sept mille six cent dix-huit euros et quatre-vingt-treize centimes)
outre intérêts (mémoire) au titre de l'arriéré de charges de copropriété, à
savoir :

| | |
|---|---------------------|
| Echéances impayées du 05/02/2019 au 05/09/2019 | 53 693.55 € |
| Capital restant dû au 20/09/2019 | 440 503.75 € |
| Intérêts courus du 06/02/2019 AU 20/09/2019 | 5 230.98 € |
| Intérêts de retard sur échéances impayées au taux contractuel de 1.9 % majoré de 3 points soit 4.90 % l'an du 06/02/19 au 20/09/2019 | 1 669.17 € |
| Intérêts de retard sur les sommes devenus exigibles d'un montant de 501 097.45 € au taux contractuel de 1.90 % l'an du 20.09.19 au 07.11.2019 | 1 247.88 € |
| Intérêts de retard sur les sommes devenus exigibles d'un montant de 501 097.45 € au taux contractuel de 1.90 % l'an à compter du 08.11.2019 | MEMOIRE |
| Indemnité pour préjudice technique et financier de 5% de l'ensemble des sommes exigibles | 25 054.87 € |
| Frais de justice | MEMOIRE |
| TOTAL sauf mémoire, erreur ou omission | 527 400.20 € |

**SOIT UN TOTAL SAUF MEMOIRE DE CINQ CENT VINGT SEPT MILLE QUATRE CENT
EUROS ET VINGT CENTIMES**

Le commandement délivré satisfait aux exigences posées par les articles R. 321-1 à
R. 321-5 du Code des procédures civiles d'exécution et contient l'ensemble des
mentions prescrites par la loi.



Ce commandement de payer valant saisie, n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie au service chargé de la publicité foncière de GAP, le 24.02.2020, volume 0504P01 2020SN°7.

La Conservation des Hypothèques de GAP a délivré l'état hypothécaire ci-annexé certifié à la date de publication du commandement de payer valant saisie, sur lequel figurent les créanciers inscrits suivants :

- Privilège de prêteur de deniers au profit de la CRCAM CENTRE EST ;

Par exploit en date du 17.06.2020 délivré par la SELARL VIGUIER, Huissiers de Justice, Maître Fabien BOMPARD a fait signifier à la SCI DOUNE une assignation à comparaître à l'audience d'orientation de Monsieur le Juge de l'Exécution près le Tribunal judiciaire de GAP pour le jeudi 13.08.2020 à 14H00.

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES À VENDRE

Dans un ensemble immobilier sis sur le territoire de la Commune de GAP (05000), 12/14 Avenue Jean-Jaurès, Résidence Les Portes de Vapincum, figurant au cadastre de ladite Commune section DI 75, DI 76 et DI 77, constituant les lots n° 16, 17, 53, 60, 105 de cet ensemble immobilier, étant noté que l'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par ME DENANTE, Notaire à GAP, le 18.01.2007, publié au service de la publicité foncière de GAP le 22.02.2007, volume P2007P n° 2077.

L'état descriptif de division – règlement de copropriété a été modifié aux termes d'un acte reçu par Maître SANTACROCE, Notaire à GAP, le 03.05.2007, publié sous les références 2007 P 4210.

La copropriété dénommée « Les Portes de Vapincum » se situe en centre-ville de Gap et à proximité immédiate du carrefour de l'Europe et plus précisément, elle confronte :

- Au Sud/Est : la rue Jean Jaurès et la Place de l'Europe ;
- Au Sud/Ouest : la rue du Pré de Foire ;
- Au Nord/Ouest : la rue Maurice Garnier ;
- Au Nord/Est : la Rue Marchon.

> LOT N° 105 (Appartement) :

Le lot n° 105 consiste en un appartement de type situé au 4ème étage de l'immeuble comprenant 5 niveaux.

On accède à cet appartement par un ascenseur et/ou un escalier de service intérieur (porte de droite en sortant de l'ascenseur).

Plus précisément, il se compose d'un séjour/salle-à-manger donnant sur terrasse couverte, une cuisine ouverte, un cellier, une entrée donnant sur une grande terrasse, une penderie/débaras, une suite parentale avec salle d'eau/W.C. et loggia, deux chambres, une salle de bains et un W.C.

Séjour/Salle à manger Sud /Est :

- Sol : carrelage
- Parois : peinture jaune
- Plafond : crépi blanc
- Equipements : 2 convecteurs électriques radiants
- Baie vitrée double avec rideau électrique roulant donnant sur une terrasse en arc de cercle couverte par un auvent translucide.

Cuisine ouverte sur le séjour :

- Sol : carrelage
- Parois : crépi blanc
- Plafond : crépi blanc
- Equipements : cuisine aménagée avec crédence carrelée
- Fenêtre à double-vantail et rideau roulant électrique donnant sur le rond-point de l'Europe.

Cellier attenant à la cuisine :

- Sol : carrelage
- Parois : crépi blanc
- Plafond : crépi blanc
- Equipement : chauffe-eau électrique Atlantic 300 litres.

Entrée / patio donnant sur la grande terrasse Nord/Ouest :

- Sol : carrelage
- Parois : crépi blanc
- Plafond : crépi blanc
- Equipements : porte palière avec serrure à trois points – système d'alarme – visiophone – convecteur électrique radiant – plafonnier
- Deux baies vitrées coulissantes à double-vantail donnant sur une grande terrasse orientée Nord/Ouest située le long de la rue Maurice Garnier.

Penderie/débarras :

- Sol : carrelage
- Parois : crépi blanc
- Plafond : crépi blanc
- Equipements : tableau électrique HAGER.

Terrasse orientée Nord/Ouest :

A l'arrière de l'appartement, une grande terrasse longe la façade Nord/Ouest de la résidence sur toute la longueur de l'appartement. Cette terrasse donne sur la rue Maurice Garnier.

- Sol : gazon synthétique

Couloir desservant les chambres :

- o Sol : carrelage
- o Parois : crépi blanc
- o Plafond : crépi blanc
- o Equipement : 2 plafonniers.

1ère Chambre Sud /Est :

- o Sol : carrelage
- o Parois : crépi blanc
- o Plafond : crépi blanc
- o Equipements : penderie 2 portes coulissantes – un convecteur radiant
- o Fenêtre double-vantail avec rideau électrique donnant sur le rond-point de l'Europe.

2ème Chambre Sud /Est :

- o Sol : carrelage
- o Parois : crépi blanc
- o Plafond : crépi blanc
- o Equipements : penderie 2 portes – un convecteur radiant
- o Fenêtre double-vantail avec rideau électrique donnant sur le rond-point de l'Europe.

3ème Chambre Sud /Est et Nord/Ouest avec salle d'eau/W.C. :

- o Sol : carrelage
- o Parois : crépi blanc
- o Plafond : crépi blanc
- o Equipements : un convecteur radiant
- o Une porte fenêtre double-vantail avec rideau électrique donnant sur loggia S/E
- o Une porte fenêtre un vantail avec rideau électrique donnant sur terrasse N/O
- o Coin dressing ouvrant sur la chambre par une baie libre :
 - Sol : carrelage
 - Parois/plafond : crépi blanc

o Salle d'eau/W.C. :

- Sol :
- Plafond : crépi blanc
- Parois : faïence sur les $\frac{3}{4}$ et crépi au-dessus
- Un plafonnier – un sèche serviette
- Un meuble vasque avec miroir éclairé
- Une douche à l'italienne
- Un W.C. avec chasse d'eau dorsale
- Une fenêtre un vantail à vitrage opaque et rideau électrique donnant sur terrasse N/O
- Un W.C. avec chasse d'eau dorsale.

Loggia :

- o Sol : carrelage
- o Parois : crépi

W.C. :

- o Sol : carrelage
- o Parois : faïence à mi-hauteur
- o Plafond : crépi blanc
- o Equipements : bouche VMC
- o W.C. avec chasse d'eau dorsale.

Salle de bains :

- o Sol : carrelage
- o Parois : faïence sur les $\frac{3}{4}$ et crépi blanc au-dessus
- o Plafond : crépi blanc
- o Equipements : plafonnier – bouche VMC – un radiant avec porte-serviettes – miroir éclairé
- o Meuble lavabo double-vasque
- o Baignoire acrylique avec tablier et plat bord carrelé – pare-douche orientable
- o Une fenêtre un vantail à vitrage opaque et rideau électrique donnant sur terrasse N/O.

Chauffage :

Le chauffage est assuré par un chauffage de base au sol collectif complété par des convecteurs électriques radiants individuels.

Production d'eau chaude :

La production d'eau chaude est assurée par un cumulus électrique individuel de 300 l. situé dans le cellier de l'appartement.

Occupation :

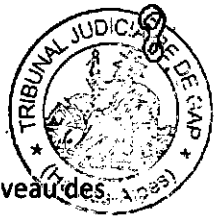
L'appartement est occupé par Madame Nicole DERWEL née le 17/12/1937, personne ainsi déclarée.

Madame Nicole DERWEL me déclare sur ma demande être logée gratuitement et n'avoir aucun bail.

Elle est la grand-mère de la gérante de la SCI DOUNE.

LOT N°60 (Cave) :

- o La cave est fermée par une porte en bois à claire-voie
- o Sol : dalle béton
- o Plafond : béton brut
- o Parois : béton brut et parpaings agglomérés
- o Plafonnier électrique.



LOT N°16 (Garage) : /

Il s'agit d'une cave située au niveau R+1 et dont l'accès se fait depuis le niveau des emplacements de stationnement extérieurs.

Le local des garages au niveau R0 est accessible depuis le hall d'entrée de l'immeuble.

Ce garage est le 3^{ème} à droite de la porte d'entrée des garages donnant sur la rue Marchon.

Ce garage est fermé par une porte basculante

- o Sol : dalle béton
- o Plafond : dalle béton
- o Parois : parpaings agglomérés bruts
- o Plafonnier électrique

LOT N°17 (Garage) : /

- o Sol : dalle béton
- o Plafond : dalle béton
- o Parois : parpaings agglomérés bruts
- o Plafonnier électrique

Le local des garages au niveau R0 est accessible depuis le hall d'entrée de l'immeuble.

Ce garage attenant au précédent garage est le 4^{ème} à droite de la porte d'entrée des garages donnant sur la rue Marchon.

Ce garage est fermé par une porte basculante.

LOT N°53 (Emplacement parking extérieur) : /

Cet emplacement de parking situé au niveau R+1 porte le numéro 403 marqué au sol.

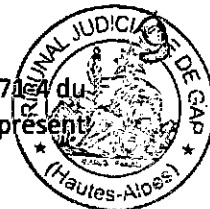
Il est situé à l'arrière du bâtiment, contre la façade N/O. Il est accessible depuis la rue Maurice GARNIER par un portail coulissant.

SYNDIC DE COPROPRIETE :

Le syndic de copropriété est la Société Square Habitat Alpes Provence - Neige et Soleil VDSP, pris en son agence de GAP (05000), 10 Rue Carnot.

Le syndic, sur ma demande m'a fait tenir le dernier relevé de compte de la SCI DOUNE à la date du 31/12/2019.

Le procès-verbal de description des lieux dressé le 31 janvier 2020 par Maître Constance VIGUIER, Huissier de Justice à EMBRUN, est annexé au présent cahier des conditions de vente avec ses annexes.



Il a, en outre, été dressé, en conformité avec les dispositions de l'article L. 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, les états ou constats, annexés au présent cahier des conditions de vente, savoir :

- le certificat de surface habitable ;
- l'état amiante ;
- l'état des risques naturels et technologiques ;
- l'état des installations intérieures de gaz et d'électricité ;
- le diagnostic de performance énergétique ;

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Lesdits biens appartiennent à la société DOUNE par suite des faits et actes suivants :

Acquisition suivant acte reçu par Maître SANTACROCE, Notaire à GAP le 15.10.2009, publié au service de la publicité foncière de GAP le 19.11.2009, volume 2009P, n° 7692,

Une attestation rectificative valant reprise pour ordre a été établie par le Notaire le 27.11.2009 et publiée au service de la publicité foncière le 07.12.2009 volume 2009P N°8159.

AUDIENCE D'ORIENTATION

Les débiteurs ont été régulièrement assignés à comparaître à l'audience du Juge de l'exécution du Tribunal judiciaire, en vue de l'audience du 13.08.2020 à 14H00, l'acte comportant les mentions prescrites par l'article R. 322-5 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le commandement de payer valant saisie a été régulièrement dénoncé aux créanciers inscrits, la dénonciation, comportant les mentions prescrites par l'article R. 322-7 du même code et valant assignation à comparaître à l'audience d'orientation.

L'affaire doit être examinée à l'audience d'orientation Juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de GAP du 13.08.2020 à 14H00, au cours de laquelle le juge vérifiera que les conditions des articles L. 311-2, L. 311-4 et L. 311-6 du code précité sont réunies, statuera sur les éventuelles contestations et demandes incidentes, déterminera les modalités de poursuite de la procédure en autorisant la vente amiable à la demande du débiteur ou en ordonnant la vente forcée.

PIÈCES JOINTES AU CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

Afin de satisfaire aux exigences posées par l'article R. 322-10, alinéa 1er, "*in fine*" du Code des procédures civiles d'exécution, sont joints au présent cahier des conditions de vente : la copie de l'assignation délivrée au débiteur et un état hypothécaire certifié à la date de la publication du commandement de payer valant saisie.

VENTE FORCÉE. MISE À PRIX

À défaut pour le débiteur d'avoir sollicité l'autorisation de vente amiable ou si la vente amiable, précédemment autorisée, n'a pas abouti, l'adjudication de l'immeuble aura lieu aux enchères publiques à l'audience que fixera le juge de l'exécution, dans un délai compris entre deux et quatre mois à compter du prononcé de sa décision.

Le juge déterminera les modalités de visite de l'immeuble à la demande du créancier poursuivant.

La mise à prix est fixée à la somme de **150 000 Euros (CENT CINQUANTE MILLE EUROS)**.

Réquisition de la vente

Au jour fixé par le juge, le créancier poursuivant ou, à défaut, tout créancier inscrit, alors subrogé dans les poursuites, sollicite la vente.

Absence de réquisition de vente

Si aucun créancier ne sollicite la vente, le juge constate la caducité du commandement de payer valant saisie. Dans ce cas, le créancier poursuivant défaillant conserve à sa charge l'ensemble des frais de saisie engagés sauf décision contraire du juge spécialement motivée.

Report de la vente

Quand elle a été ordonnée, la vente forcée ne peut être reportée qu'en vertu d'une décision du juge chargé de la saisie immobilière, saisi à cette fin par la commission de surendettement, pour causes graves et dûment justifiées (C. consom., art. L. 331-5, al. 2).

Toutefois, lorsqu'un appel a été formé contre un jugement ordonnant la vente par adjudication et que la cour n'a pas statué au plus tard un mois avant la date prévue pour l'adjudication, le juge de l'exécution peut, à la demande du créancier poursuivant, reporter la date de l'audience de vente forcée, comme il est dit à l'article R. 322-19, alinéa 2, du Code des procédures civiles d'exécution. Lorsqu'une

suspension des poursuites résultant de l'application de l'article R. 121-22 du même code, interdit de tenir l'audience d'adjudication à la date qui était prévue et que le jugement ordonnant l'adjudication a été confirmé en appel, la date de l'adjudication est fixée sur requête par ordonnance du juge de l'exécution.

À l'audience de vente forcée qui sera, en tout état de cause, fixée par le juge, l'adjudication aura lieu, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, en :

- un lot : dans un immeuble en copropriété sis sur la Commune d'ARVIEUX (05350), figurant au cadastre de cette Commune section ZA n° 154, 417, 418, 419, 420 et 464, correspondant au lot n° 4 de la Copropriété LES GRANGES D'ARVIEUX ;

- sur la mise à prix de 150 000 Euros (CENT CINQUANTE MILLE EUROS) fixée par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des conditions de vente.

CHAPITRE 1er. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er. - Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles L. 311-1 à L. 334-1 et R. 311-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Article 2. - Modalités de la vente

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

À défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

Article 3. - État de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

Article 4 . - Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie-saisie.

Article 5 . - Prémption, substitution et droits assimilés

Les droits de préemption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 6 . - Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

Article 7 . - Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II. - ENCHÈRES

Article 8 . - Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients.

Le montant des enchères est fixé à la somme de **MILLE EUROS (1.000,00€)**.

S'il y a surenchère, la consignation ou la caution bancaire est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

Article 9 . - Garantie à fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, conformément aux dispositions de l'article R. 322-10, 6°, du Code des procédures civiles d'exécution, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3 000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 10 . - Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. À défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 11 . - Réitération des enchères

À défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

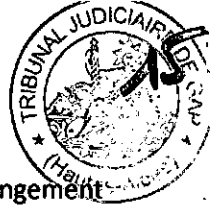
L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III. - VENTE

Article 12 . - Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.



Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 13 . - Désignation du séquestre

Les fonds à provenir de la vente forcée ou de la vente amiable autorisée par le juge de l'exécution seront consignés entre les mains de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau des Hautes-Alpes, désigné en qualité de séquestre, pour être distribué entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

Article 14 . - Vente amiable sur autorisation judiciaire

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable fixée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, sont consignés entre les mains du séquestre désigné, produisent intérêts dans les termes prévus à l'article 13 ci-dessus, et sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon les dispositions de l'article 37 du décret du 2 avril 1960, sont versés directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant qui les déposera sur son compte CARPA, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. À défaut, il ordonne la vente forcée.

Article 15 . - Vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1289 et suivants du Code civil.

Article 16 . - Paiement des frais de poursuites

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

Article 17 . - Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.



Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 18 . - Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS POSTÉRIEURES À LA VENTE

Article 19 . - Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service chargé de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

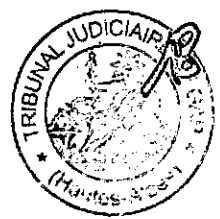
b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

Le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

À défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

À cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par l'article 2428 du Code civil ainsi que par l'article 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.



Article 20 . - Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;

b) si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1er jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1er jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 21 . - Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au "prorata temporis" à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

Article 22 . - Titres de propriété

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

Article 23 . - Purge des inscriptions

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

Article 24 . - Paiement provisionnel du créancier de premier rang

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang figurant dans l'état ordonné des créances, pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

Article 25 . - Distribution du prix de vente

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La rétribution de la personne chargée de la distribution sera prélevée sur les fonds à répartir.

Article 26 . - Élection de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V. - CLAUSES SPÉCIFIQUES

Article 27 . - Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par la loi n° 94-624 du 21 juillet 1994 ainsi que par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 28 . - Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au président de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004.

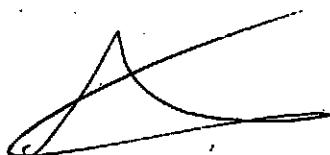
Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Ainsi fait et dressé par Maître Fabien BOMPARD,
Avocat du créancier poursuivant.

A GAP,

Le 19 juin 2020

Maître Fabien BOMPARD



VIGUIER
Huissier de Justice Associée
Monsieur Bonniard
BP 36
05202 Embrun
☎ : 04 92 43 07 74
☎ : 04 92 43 07 91
✉ : robert.viguier@wanadoo.fr
Site Web :
<http://viguier-huissier.com/>
CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE
FR 76 11306 00062 48138339036 49
Siret : 849068341

Paiement par CB :
<https://www.jepaieparcarte.com/0070>

**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**
EXPEDITION

| COUT DE L'ACTE | |
|---|--------|
| Décret n°2016-230 du 26 février 2016 Arrêté du 26 février 2016 fixant les tarifs réglementés des huissiers de justice | |
| Emolument (Art R444-3 C. Com) | 480,00 |
| Frais de déplacement (Art A444-48) | 7,67 |
| Total HT | 487,67 |
| TVA (20,00 %) | 97,53 |
| Taxe forfaitaire (Art 302 bis du CGI) | 14,89 |
| Débours (Art R444-3) | 2,59 |
| Affranchissement | 602,68 |
| Total TTC | |
| Acte soumis à la taxe | |



Références : 37528
PVSIMDESC

PROCES-VERBAL DE DESCRIPTION

LE : VENDREDI TRENTE ET UN JANVIER DEUX MILLE VINGT

A LA DEMANDE DE :

SA CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR au capital de 395 033'520,00 €, inscrite sous le N° 384402871 au registre du commerce de Nice, dont le siège social est à (06205) NICE Cedex 3, 455 Promenade des Anglais, ZAC ARENAS, BP 297, agissant par son président directeur général

EN VERTU :

D'un acte notarié de prêt contenant hypothèque conventionnelle reçu par Maître Michaël FRECH, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle "BONA-ARAL et FRECH", titulaire d'un Office Notarial sis à NICE (06000), 6 rue de la Buffa, le 22/12/2017, publié à la Conservation des Hypothèques de GAP (05000), le 22/01/2018, références 2018 D N° 1044, volume 2018V241

Je, Maître Constance VIGUIER, Huissier de Justice associée de la SELARL VIGUIER, titulaire d'un office d'Huissier de Justice à la résidence d'EMBRUN (05200), y demeurant 3 Rue du Sénateur Bonniard, soussignée,

Conformément aux dispositions de l'article L322-2 et des articles R322-1 à R322-3 du Code des procédures civiles d'exécution, certifie m'être transportée ce jour à l'adresse suivante : 12/14 Avenue Jean-Jaurès, Résidence Les Portes de Vapincum 1 (05000) GAP

A l'effet de procéder à la description exacte et détaillée des biens et droits immobiliers qui y sont situés, à savoir :

Les Lots n° 16, 17, 53, 60 et 105 d'un ensemble immobilier dénommé Les Portes de Vapincum 1 figurant au cadastre de la Commune de Gap section DI numéros 75, 76 et 77

et appartenant à :

SCI DOUNE au capital de 1 000,00 €, inscrite sous le N° 511757320 au registre du commerce de Gap, dont le siège social est à (05000) GAP, 1 Rue des Lavandins et actuellement 12/14 Avenue Jean Jaurès, Résidence Les Portes de Vapincum 1, agissant par son gérant ;

Dont le requérant poursuit la saisie et la vente suite à la signification d'un commandement de payer valant saisie en date du 31 décembre 2019.

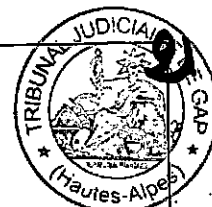
Là étant, assisté de Monsieur JULIEN Christian, diagnostiqueur certifié à la Résidence de Gap, j'ai rencontré Madame Nicole DERWEL, personne ainsi déclarée, occupante, à laquelle j'ai fait part de mes nom, qualité et objet de ma mission ;

C'est en sa présence que j'ai décrit les lieux, à savoir :

SITUATION DE L'IMMEUBLE :

La copropriété dénommée « Les Portes de Vapincum » se situe en centre-ville de Gap et à proximité immédiate du carrefour de l'Europe et plus précisément, elle confronte :

- Au Sud/Est : la rue Jean Jaurès et la Place de l'Europe ;
- Au Sud/Ouest : la rue du Pré de Foire ;
- Au Nord/Ouest : la rue Maurice Garnier ;
- Au Nord/Est : la Rue Marchon.





Façade principale Sud/Est :



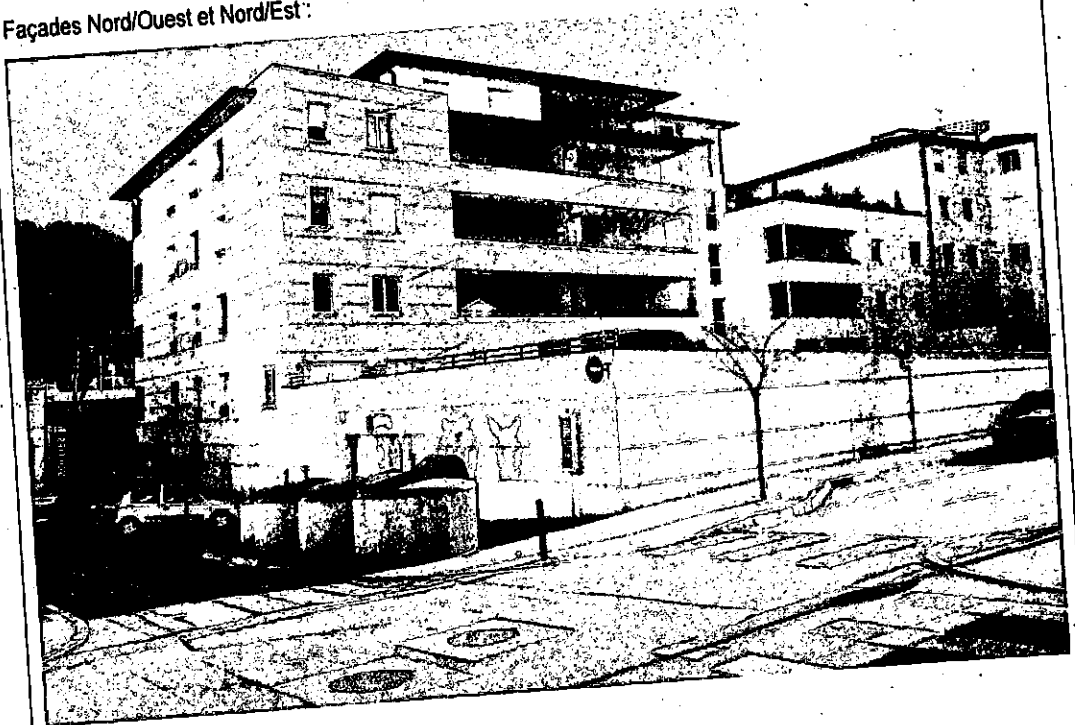
Appartement n° 403

Appartement n° 403

Vue rapprochée :

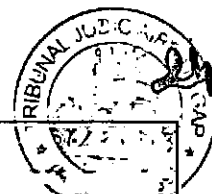


Façades Nord/Ouest et Nord/Est :



Références : 37528
PVSIMDESC





Façade Nord/Ouest :

Terrasse Nord/Ouest
de l'appartement
n° 403



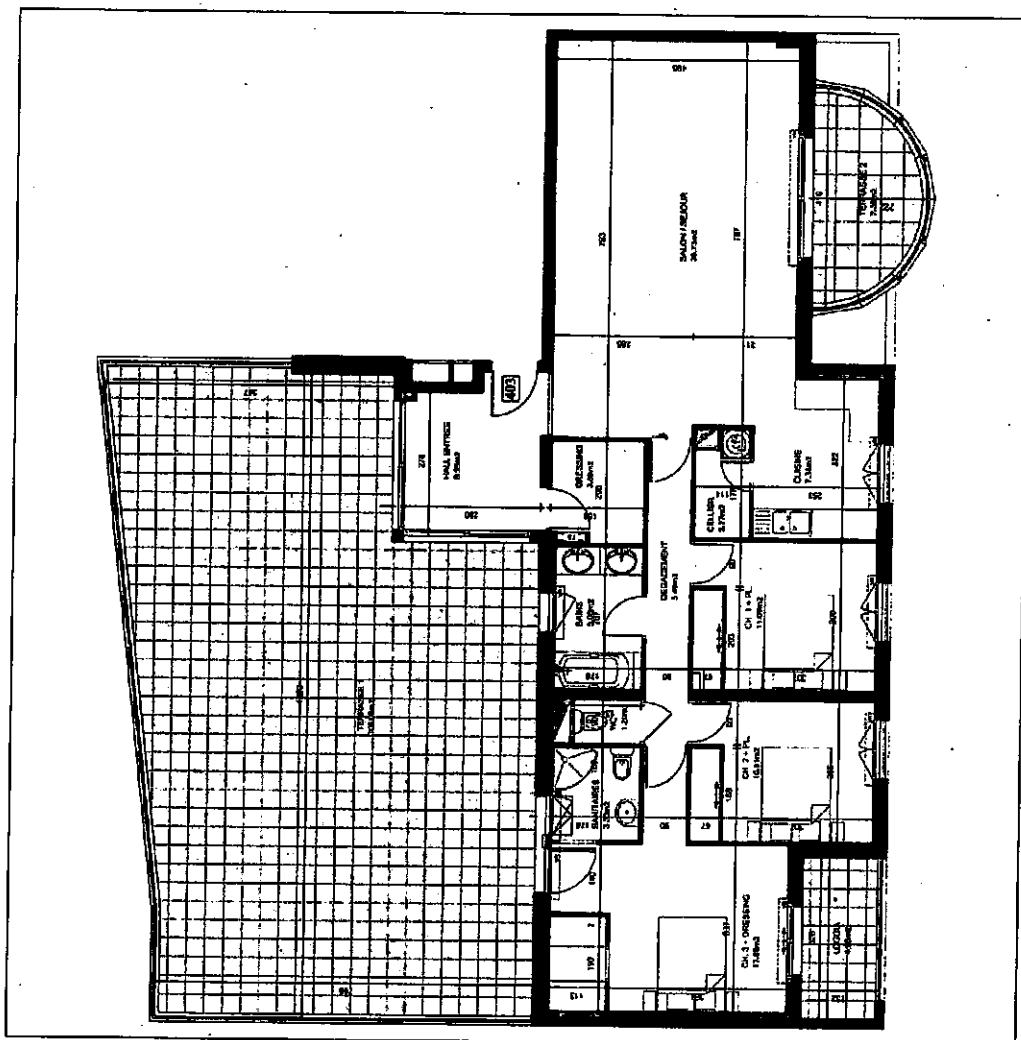
Références : 37528
PVSIMDESC



➤ **LOT N° 105 (Appartement) :**

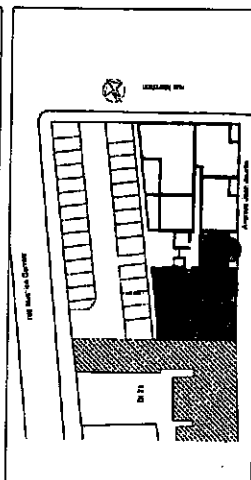
Le lot n° 105 consiste en un appartement de type situé au 4^{ème} étage de l'immeuble comprenant 5 niveaux.
On accède à cet appartement par un ascenseur et/ou un escalier de service intérieur (porte de droite en sortant de l'ascenseur).

Plus précisément, il se compose d'un séjour/salle-à-manger donnant sur terrasse couverte, une cuisine ouverte, un cellier, une entrée donnant sur une grande terrasse, une penderie/débaras, une suite parentale avec salle d'eau/W.C. et loggia, deux chambres, une salle de bains et un W.C.



Les Portes de Vapincum

Tranche 1 4^{ème} Etage
Appartement Type 5 N° 403



SURFACE HABITABLE en M2

| | |
|--------------------|------------------|
| Hall entrée | 8.25 |
| Dressing | 3.00 |
| Salon / Séjour | 38.73 |
| Cuisine | 7.34 |
| Cellier | 2.27 |
| Ch. 1 + pl. | 11.09 |
| Ch. 2 + pl. | 10.81 |
| Ch. 3 + dressing | 17.89 |
| Séjour | 3.30 |
| Débaras | 5.49 |
| Wc | 1.20 |
| Bains | 5.05 |
| TOTAL | 114.91 M2 |
| Terrasses / Balcon | 108.08 |

Maitre d'ouvrage SCCV Les Portes de Vapincum



PROMOTEUR-CONSTRUCTEUR

Extérieur, Construction entre Préfabrication

Ardelle Architecture et Concepts



Références : 37528

PVSIMDESC

Séjour/Salle à manger Sud /Est :

- Sol : carrelage
- Parois : peinture jaune
- Plafond : crépi blanc
- Equipements : 2 convecteurs électriques radiants
- Baie vitrée double avec rideau électrique roulant donnant sur une terrasse en arc de cercle couverte par un auvent translucide.



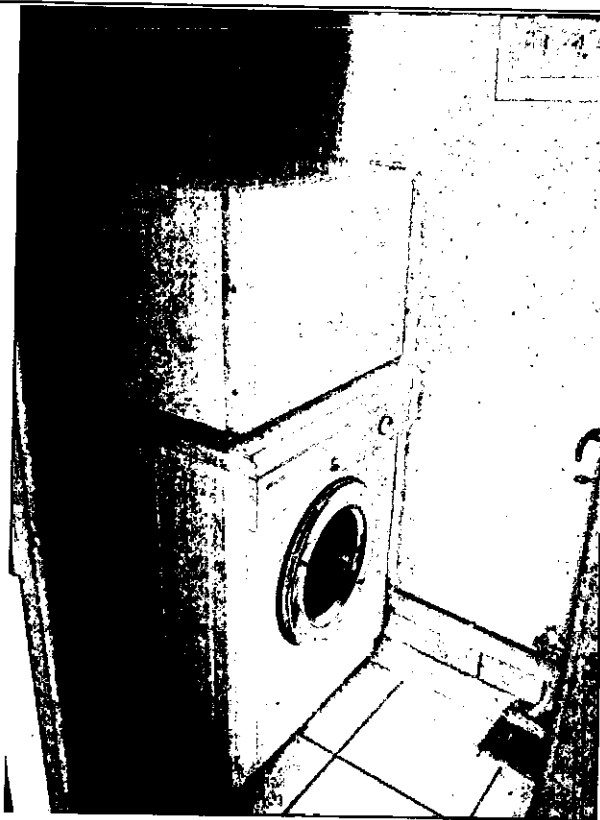
Cuisine ouverte sur le séjour :

- Sol : carrelage
- Parois : crépi blanc
- Plafond : crépi blanc
- Equipements : cuisine aménagée avec crédence carrelée
- Fenêtre à double-vantail et rideau roulant électrique donnant sur le rond-point de l'Europe.



Cellier attenant à la cuisine :

- Sol : carrelage
- Parois : crépi blanc
- Plafond : crépi blanc
- Equipement : chauffe-eau électrique Atlantic 300 litres.



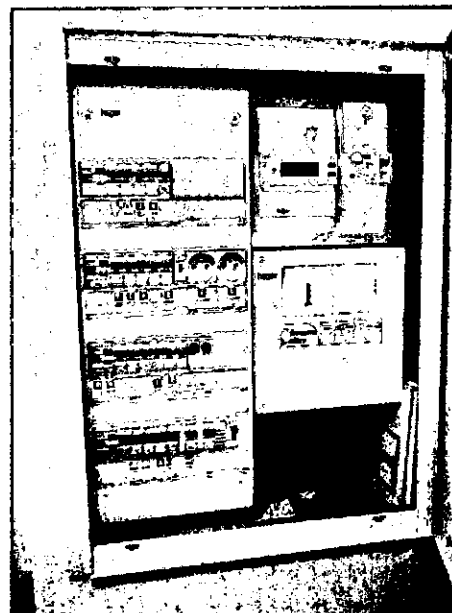
- Entrée / patio donnant sur la grande terrasse Nord/Ouest :

- o Sol : carrelage
- o Parois : crépi blanc
- o Plafond : crépi blanc
- o Equipements : porte palière avec serrure à trois points - système d'alarme - visiophone - convecteur électrique radiant - plafonnier
- o Deux baies vitrées coulissantes à double-vantail donnant sur une grande terrasse orientée Nord/Ouest située le long de la rue Maurice Garnier.



Penderie/débarras :

- Sol : carrelage
- Parois : crépi blanc
- Plafond : crépi blanc
- Equipements : tableau électrique HAGER.

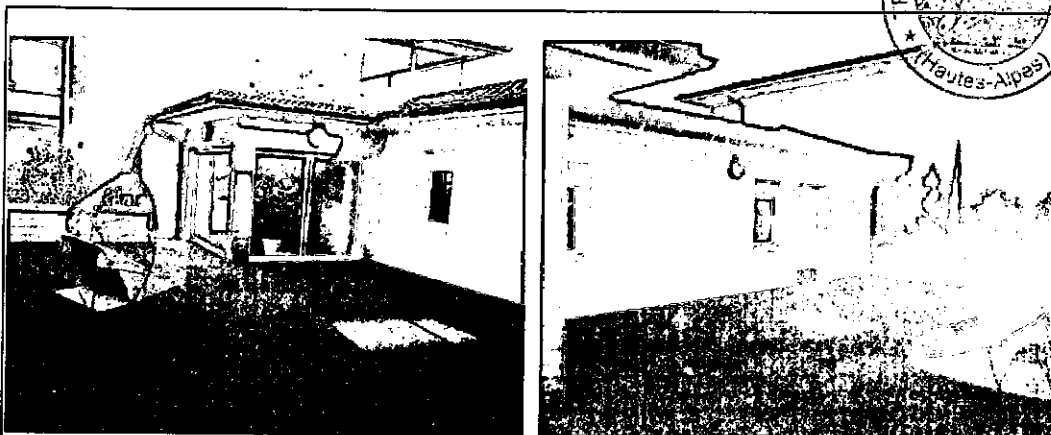


Terrasse orientée Nord/Ouest :

A l'arrière de l'appartement, une grande terrasse longe la façade Nord/Ouest de la résidence sur toute la longueur de l'appartement. Cette terrasse donne sur la rue Maurice Garnier.

- Sol : gazon synthétique





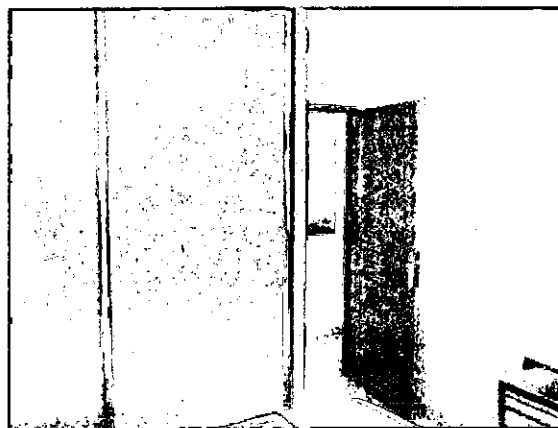
Couloir desservant les chambres :

- Sol : carrelage
- Parois : crépi blanc
- Plafond : crépi blanc
- Equipement : 2 plafonniers.



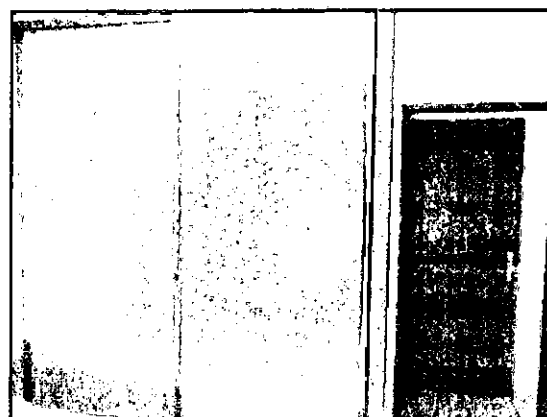
- 1^{ère} Chambre Sud /Est :

- Sol : carrelage
- Parois : crépi blanc
- Plafond : crépi blanc
- Equipements : penderie 2 portes coulissantes – un convecteur radiant
- Fenêtre double-vantail avec rideau électrique donnant sur le rond-point de l'Europe.



- 2^{ème} Chambre Sud /Est :

- Sol : carrelage
- Parois : crépi blanc
- Plafond : crépi blanc
- Equipements : penderie 2 portes – un convecteur radiant
- Fenêtre double-vantail avec rideau électrique donnant sur le rond-point de l'Europe.



3^{ème} Chambre Sud /Est et Nord/Ouest avec salle d'eau/W.C. :

- Sol : carrelage
- Parois : crépi blanc
- Plafond : crépi blanc
- Equipements : un convecteur radiant
- Une porte fenêtre double-vantail avec rideau électrique donnant sur loggia S/E
- Une porte fenêtre un vantail avec rideau électrique donnant sur terrasse N/O
- Coin dressing ouvrant sur la chambre par une baie libre :
 - Sol : carrelage
 - Parois/plafond : crépi blanc
- Salle d'eau/W.C. :
 - Sol :
 - Plafond : crépi blanc
 - Parois : faïence sur les ¾ et crépi au-dessus
 - Un plafonnier – un sèche serviette
 - Un meuble vasque avec miroir éclairé
 - Une douche à l'italienne
 - Un W.C. avec chasse d'eau dorsale
 - Une fenêtre-un vantail à vitrage opaque et rideau électrique donnant sur terrasse N/O
 - Un W.C. avec chasse d'eau dorsale.



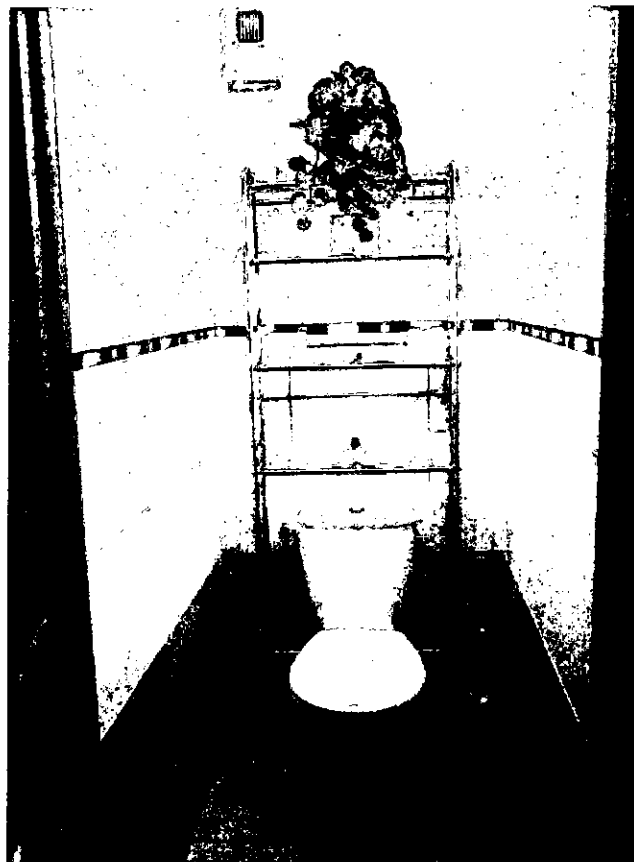
- Loggia :

- o Sol : carrelage
- o Parois : crépi



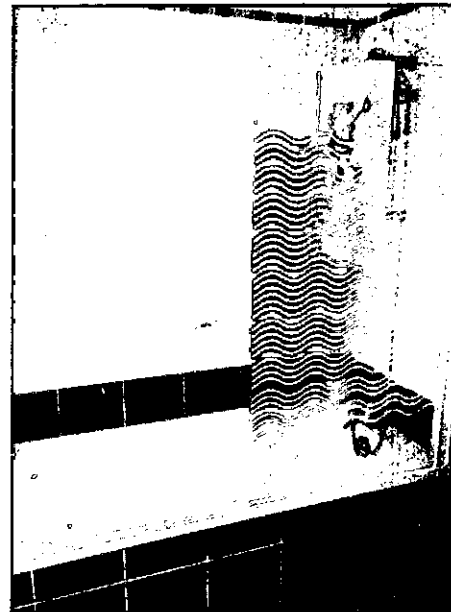
- W.C. :

- o Sol : carrelage
- o Parois : faïence à mi-hauteur
- o Plafond : crépi blanc
- o Equipements : bouche VMC
- o W.C. avec chasse d'eau dorsale.



Salle de bains :

- Sol : carrelage
- Parois : faïence sur les ¾ et crépi blanc au-dessus
- Plafond : crépi blanc
- Equipements : plafonnier – bouche VMC – un radiant avec porte-serviettes – miroir éclairé
- Meuble lavabo double-vasque
- Baignoire acrylique avec tablier et plat bord carrelé – pare-douche orientable
- Une fenêtre un vantail à vitrage opaque et rideau électrique donnant sur terrasse N/O.



Chauffage :

Le chauffage est assuré par un chauffage de base au sol collectif complété par des convecteurs électriques radiants individuels.

Production d'eau chaude :

La production d'eau chaude est assurée par un cumulus électrique individuel de 300 l. situé dans le cellier de l'appartement.

Occupation :

L'appartement est occupé par Madame Nicole DERWEL née le 17/12/1937, personne ainsi déclarée. Madame Nicole DERWEL me déclare sur ma demande être logée gratuitement et n'avoir aucun bail. Elle est la grand-mère de la gérante de la SCI DOUNE.

> LOT N°60 (Cave) :

Il s'agit d'une cave située au niveau R+1 et dont l'accès se fait depuis le niveau des emplacements de stationnement extérieurs.

- La cave est fermée par une porte en bois à claire-voie
- Sol : dalle béton
- Plafond : béton brut
- Parois : béton brut et parpaings agglomérés
- Plafonnier électrique.



➤ **LOT N°16 (Garage) :**

Le local des garages au niveau R0 est accessible depuis le hall d'entrée de l'immeuble.

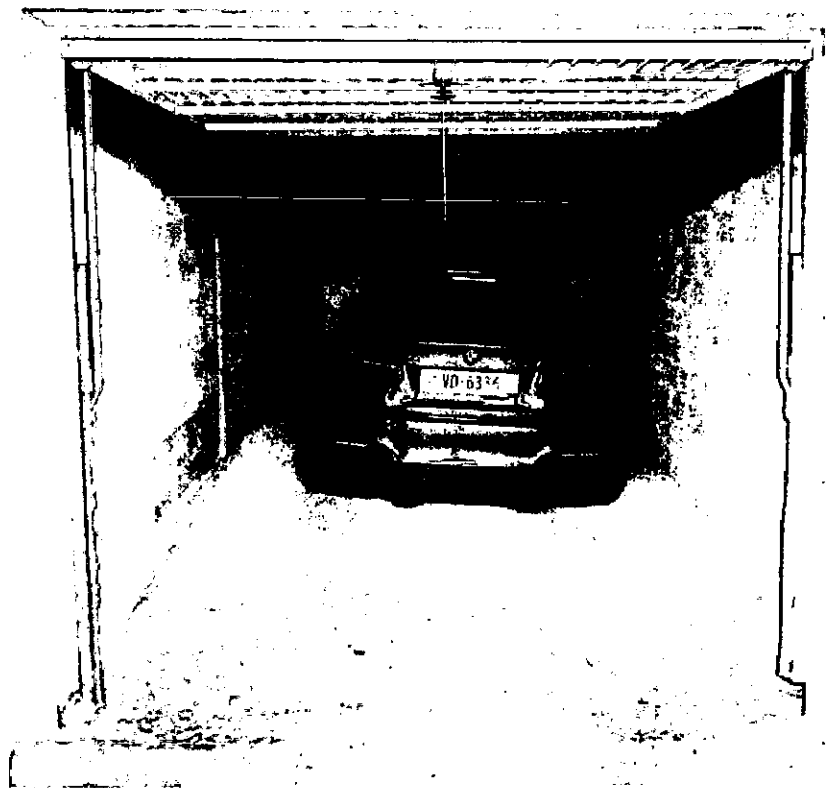
Ce garage est le 3^{ème} à droite de la porte d'entrée des garages donnant sur la rue Marchon.

Ce garage est fermé par une porte basculante

- Sol : dalle béton
- Plafond : dalle béton
- Parois : parpaings agglomérés bruts
- Plafonnier électrique

Lot n° 16

Lot n° 17



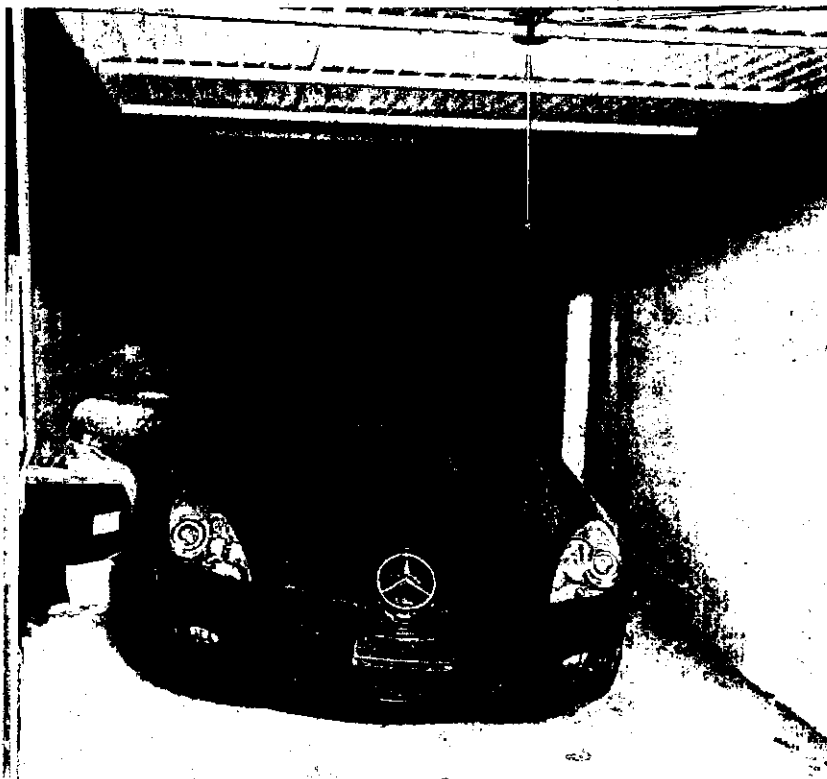
➤ **LOT N°17 (Garage) :**

Le local des garages au niveau R0 est accessible depuis le hall d'entrée de l'immeuble.

Ce garage attenant au précédent garage est le 4^{ème} à droite de la porte d'entrée des garages donnant sur la rue Marchon.

Ce garage est fermé par une porte basculante.

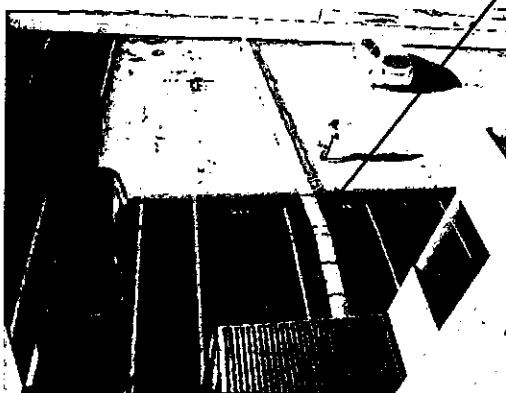
- Sol : dalle béton
- Plafond : dalle béton
- Parois : parpaings agglomérés bruts
- Plafonnier électrique



➤ **LOT N°53 (Emplacement parking extérieur) :**

Cet emplacement de parking situé au niveau R+1 porte le numéro 403 marqué au sol.

Il est situé à l'arrière du bâtiment, contre la façade N/O. Il est accessible depuis la rue Maurice GARNIER par un portail coulissant.



SYNDIC DE COPROPRITE :

Le syndic de copropriété est la Société Square Habitat Alpes Provence - Neige et Soleil VDSP, pris en son
agence de GAP (05000), 10 Rue Carnot.

Le syndic, sur ma demande m'a fait tenir le dernier relevé de compte de la SCI DOUNE à la date du 31/12/2019.

DIAGNOSTICS :

Monsieur Christian JULIEN du Cabinet JULIEN dont le siège est 2A Allée de la Farandole 05001 GAP CEDEX
a procédé en ma présence au certificat de superficie « Loi Carrez » et au diagnostic de performance
énergétique joints au présent procès-verbal.

oOo

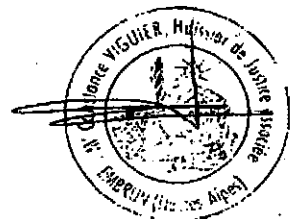
Mes opérations étant terminées, je me suis retirée des lieux et j'ai dressé le présent procès-verbal pour servir et
valoir ce que de droit.

Pièces annexées :

- Extrait du plan cadastral
- Relevé de compte de la SCI DOUNE au 31/12/2019 adressé par la Société Square Habitat
- Certificat de superficie*
- Diagnostic de Performance Energétique
- Etat des risques et pollutions, risques naturels, miniers et technologiques

En vertu des dispositions de l'article A444-18 de l'arrêté du 26 février 2016 fixant les tarifs réglementés des
huissiers de justice, il est indiqué que la prestation objet du présent acte a débuté sur les lieux le 31/1/2020 à 14
heures, pour se terminer le 31/1/2020 à 15 heures 30mn, pour une durée de 1 heures 30 mn.

CONSTANCE VIGUIER



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Pôle Topographique et de Gestion
Cadastrale
Cité Administrative Desmichels BP 1802
05018
05018 GAP Cedex
tél. 04.92.40.16.82 - fax 04.92.40.16.90
edf.gap@dgi.fr.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

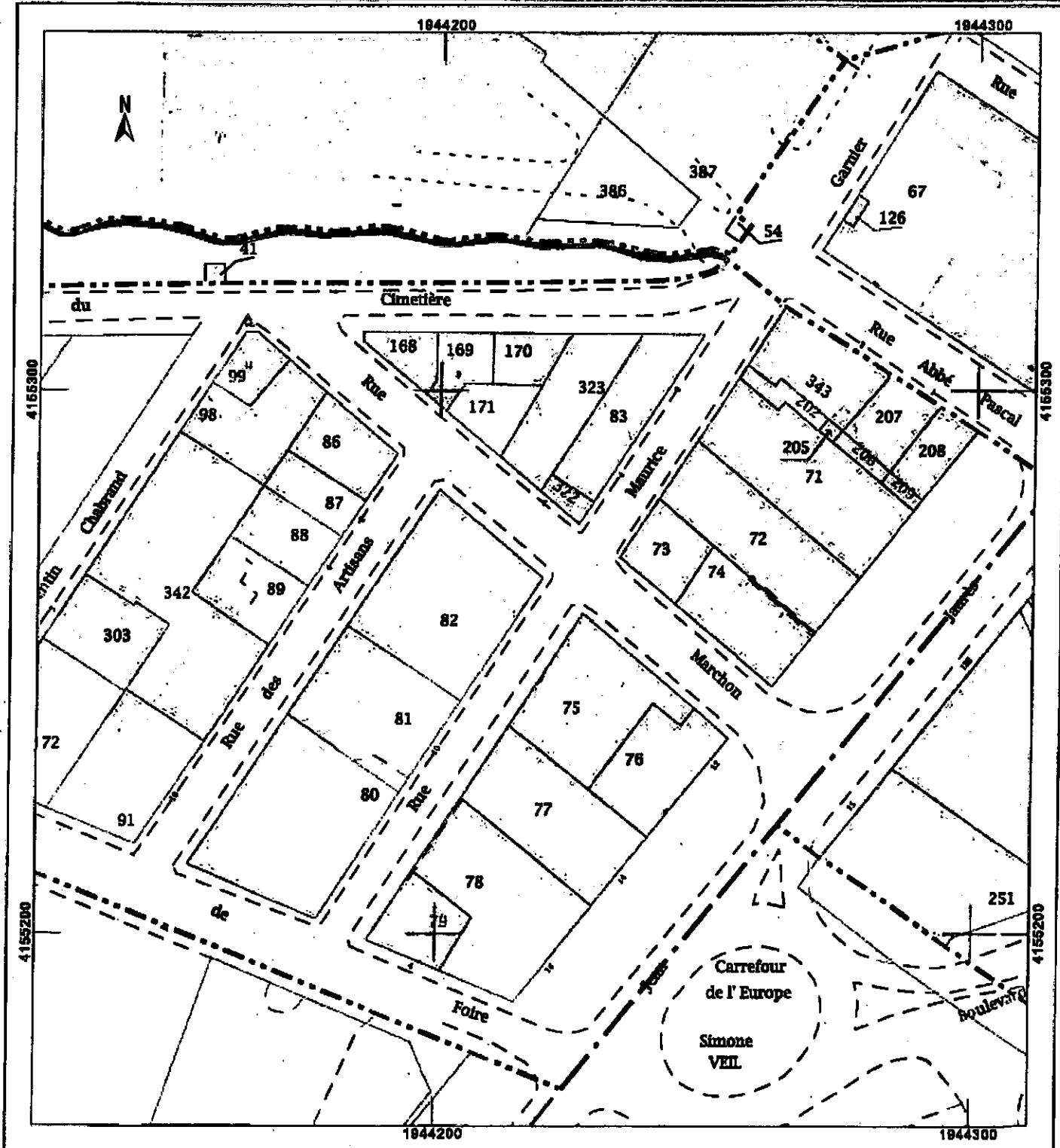


Don : DI
Feuille : 000 DI 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 10/02/2020
(règlement de Paris)

Coordonnées en projection : RGP93CC45
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics



RE HABITAT (SYNDIC)

RC RCS AIX 399 600 113 Carte prof. CPT 1310201500002897 TGS Délivré par CCI MARSEILLE PROVENCE SIRET 39960011300018 APE 6831Z TVA INTRA. FR 49 399 600 113

Membre du réseau
SQUARE HABITAT
CRÉDIT AGRICOLE



DU BICENTENAIRE -
00 VEYNES

Responsable: SAUNIER KARINE
Comptable: GAUTHIER EVA

GESTION Syndic Gap : 04.92.52.50.50
GESTION Syndic Veynes 04.92.58.12.66
COMPTABILITE Syndic : 04.92.43.17.69

9117 - PORTES DE VAPINCUM 1
12 AVENUE JEAN JAURES - 05000 GAP

Relevé de Compte

VEYNES, le 31/12/2019

SCI DOUNE
BP 135
05004 GAP CEDEX

Internet Login : 007385 Mot de Passe :

Objet :

Lot(s) :

SCI,

Nous vous prions de trouver ci-dessous la situation de votre compte au 31/12/2019.

Celle-ci se décompose de la manière suivante :

Powered by KCS

| Désignation des opérations | Débit | Crédit | Solde |
|---|---------|---------|---------|
| 01/01/2019 Solde antérieur | 249.36 | | 249.36 |
| 01/01/2019 1er Ech APPEL DE FONDS CHARGES | 534.51 | | 783.87 |
| 01/01/2019 1er Ech APPEL DE FONDS CHARGES | 29.42 | | 813.29 |
| 01/04/2019 2le Ech APPEL DE FONDS CHARGES | 534.51 | | 1347.80 |
| 01/04/2019 2le Ech APPEL DE FONDS CHARGES | 29.42 | | 1377.22 |
| 25/04/2019 Solde charges 01/01/2018-31/12/2018 | 11.89 | | 1389.11 |
| 01/07/2019 Ech AG 25.04.19 - VARIATEUR AS | 139.86 | | 1528.97 |
| 01/07/2019 3le Ech APPEL DE FONDS CHARGES | 534.51 | | 2063.48 |
| 01/07/2019 3le Ech APPEL DE FONDS CHARGES | 29.42 | | 2092.90 |
| 31/08/2019 Frais de MISE EN DEMEURE L.R.A.R. du 31/08/2019 | 30.02 | | 2122.92 |
| 01/10/2019 4le Ech APPEL DE FONDS CHARGES | 534.51 | | 2657.43 |
| 01/10/2019 4le Ech APPEL DE FONDS CHARGES | 29.42 | | 2686.85 |
| 16/10/2019 Frais de INFORMATION MISE A L HUISSIER du 16/10/2019 | 40.02 | | 2726.87 |
| 05/11/2019 Votre cheque 0000127 | | 2500.00 | 226.87 |
| **** Totaux **** | 2726.87 | 2500.00 | |

| | | |
|-------------------------|--------|--|
| Total à payer (En Euro) | 226.87 | |
|-------------------------|--------|--|

Veuillez agréer, SCI, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le Syndic

Les papillons ci-dessous doivent être découpés et joints à vos règlements



DOUNE
9117-0014
226.87 €



CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Article 46 et 54 de la LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové
Article 2 du décret N°97-532 du 23 mai 1997 qui a modifié l'article R111-2 du CCH
Articles 4-1 et 4-2 du décret n°67-223 du 17 mars 1967

A DESIGNATION DU BATIMENT

| | | | |
|----------------------|--------------------------|------------------------------|---|
| Nature du bâtiment : | Appartement | Adresse : | Résidence Les Portes Vapincum 12/14 avenue Jean Jaurès 05000 GAP |
| Nombre de Pièces : | | Bâtiment : | |
| Etage : | 4ème étage | Escalier : | |
| Numéro de lot : | 105 | Porte : | |
| Référence Cadastre : | DI 75,76,77 | Propriété de : | SCI DOUNE Résidence Les Portes Vapincum 12/14 avenue Jean Jaurès 05000 GAP |
| Annexes : | | Mission effectuée le : | 31/01/2020 |
| Cave : | 60 | Date de l'ordre de mission : | 28/01/2020 |
| Garage : | 116 et 117 | N° Dossier : | 12355 - SCI DOUNE 4522 31.01.20 C |
| Autres Lot : | Parking extérieur lot 53 | | |

Le Technicien déclare que la superficie du bien ci-dessus désigné, est égale à :

Total : 111.09 m²

(Cent onze mètres carrés zéro neuf)

B DETAIL DES SURFACES PAR LOCAL

| Pièce ou Local | Etage | Surface Loi Carrez | Surface Hors Carrez |
|----------------|-------|--------------------|-----------------------------|
| Loggia | 4ème | | |
| Entrée | 4ème | 8.30 m² | 5.00 m² |
| Pièce à vivre | 4ème | 39.07 m² | |
| Cuisine | 4ème | 7.24 m² | |
| Cellier | 4ème | 1.96 m² | |
| Chambre n°1 | 4ème | 11.50 m² | 0.40 m² (Ballon eau chaude) |
| Chambre n°2 | 4ème | 11.50 m² | |
| Chambre n°3 | 4ème | 16.21 m² | |
| Buanderie | 4ème | 2.13 m² | |
| Salle de Bains | 4ème | 3.27 m² | |
| WC | 4ème | 1.21 m² | |
| Salle de Bains | 4ème | 4.90 m² | |
| Dressing | 4ème | 3.80 m² | |
| Garage 16 | Niv 0 | | 23.11 m² |
| Garage 17 | Niv 0 | | 22.40 m² |
| Total | | 111.09 m² | 50.91 m² |

| Annexe et Dépendance | Etage | Surface Hors Carrez |
|----------------------|-------|---------------------|
| Terrasse | 4ème | 95.00 m² |
| Balcon | 4ème | 6.20 m² |
| Cave | Niv 1 | 4.13 m² |
| Total | | 105.33 m² |

La présente mission rend compte de l'état des superficies des lots désignés à la date de leur visite. Elle n'est valable que tant que la structure et la disposition des pièces ne sont pas transformées par des travaux. La vérification de la conformité au titre de propriété et au règlement de copropriété n'entre pas dans le cadre de la mission et n'a pas été opérée par le technicien. Le présent certificat vaut uniquement pour le calcul de la surface totale. Le détail des surfaces ne vous est communiqué par Cabinet Julien qu'à titre indicatif.

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.



à GAP, le 31/01/2020

Le Technicien :
CHRISTIAN JULIEN

Nom du responsable :
Christian JULIEN

CERTIFICAT DE SUPERFICIE




PREFECTURE DES HAUTES-ALPES
DOSSIER COMMUNAL D'INFORMATION
sur les risques naturels et
technologiques majeurs

COMMUNE
DE GAP

Les documents cartographiques ci-après reproduisent
les documents de références consultables en mairie

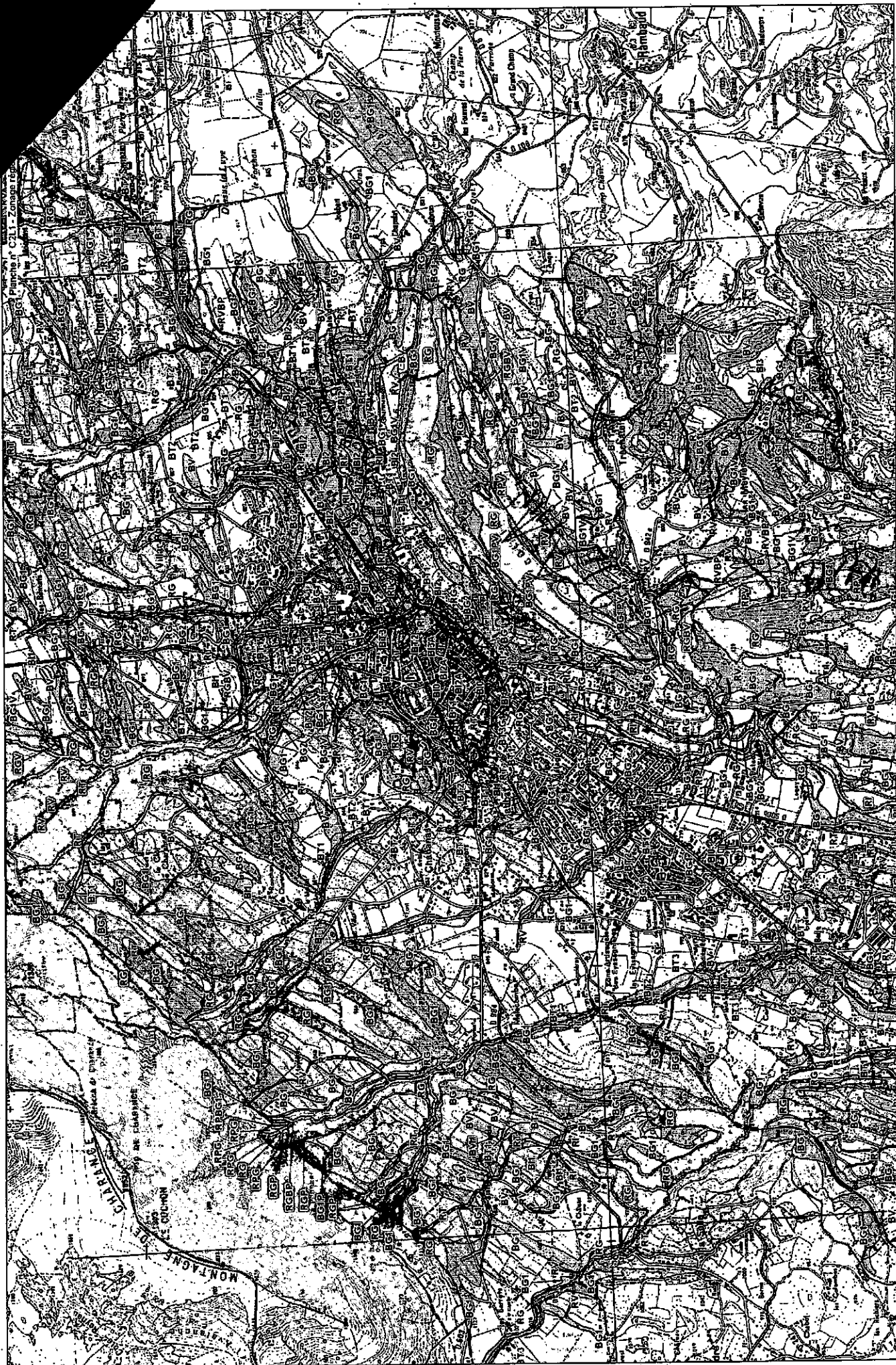
Les cartes sont au nombre de: **3**
La présente carte d'assemblage
1 planche A3 au 1/25 000

LEGENDE DES CARTES
DE ZONAGE

-  Zones non réglementées
-  Bx: constructions autorisées
sous conditions
(le n°x renvoie au règlement)
-  Rx: constructions interdites
(le n°x renvoie au règlement)

Carte d'assemblage - Z









PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Direction des services du Cabinet
et de la sécurité

Service interministériel de
défense et de sécurité civile

Gap, le 14 octobre 2013

Arrêté n° 2013287-0018

Information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques situés sur la commune de GAP

Le préfet des Hautes-Alpes

- VU le code général des collectivités territoriales
- VU le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27
- VU le décret n°91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique
- VU le décret n°2012-475 du 12 avril 2012 modifiant l'article R125-24 du code de l'environnement
- VU l'arrêté préfectoral n°2006-37-12 du 6 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels majeurs situés dans le département des Hautes-Alpes et ses arrêtés modificatifs
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-327-9 du 23/11/2007 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels majeurs situés sur la commune de Gap
- VU l'arrêté préfectoral n°2001-178-4 du 27 juin 2001 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques naturels (PPR) sur la commune de Gap
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-327-7 du 23 novembre 2007 approuvant ledit PPR

Sur proposition du Directeur des services du cabinet de la Préfecture des hautes-Alpes ;

A R R E T E

Article 1er :

L'arrêté préfectoral n°2007-327-9 sus-visé est abrogé



Article 2 :

Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Gap sur les risques naturels, miniers et technologiques, sont consignés dans un dossier communal d'information (DCI) annexé au présent arrêté

Article 3 :

Le DCI comprend les pièces suivantes :

- la fiche communale d'information sur les risques naturels, miniers et technologiques comprenant l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer ;
- la délimitation des zones exposées aux risques naturels et l'intensité des risques ;
- le zonage réglementaire du plan de prévention des risques approuvé ;
- le règlement du plan de prévention des risques approuvé ;
- le modèle de l'état des risques naturels, miniers et technologiques à remplir par le vendeur ou le bailleur

Article 4 :

Le présent arrêté et le document d'information visé à l'article 3 sont librement consultables en préfecture des Hautes-Alpes, sur le site internet de la Préfecture, et en mairie de Gap.

Le présent arrêté et le document d'information visé à l'article 3 est également communiqué à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 5 :

Les informations visées à l'article 2 et 3 sont mises à jour dans les conditions définies à l'article R125-25 du code de l'environnement.

Article 6 :

Messieurs le secrétaire général de la Préfecture, le directeur des services du Cabinet, les chefs de service départementaux et le maire de la commune de Gap sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Le préfet,

Signé



Préfecture de département



code Insee : 05000

Commune de GAP

code Insee : 05061

Fiche communale d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques

pour l'application des I, II de l'article L 125-5 du Code de l'environnement

1. Fiche communale annexée à l'arrêté préfectoral

n° 2013287-0018

du 14 octobre 2013

mis à jour le

servitudes

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques [PPR]

2.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR : naturels X miniers technologiques non

Approuvé par arrêté préfectoral
n° 2007-327-7

date 23/11/2007

aléa

Avalanches
Glissement de terrain
chutes de blocs
crue torrentielle
Inondation

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

Le règlement

Les documents graphiques : carte d'aléas et de zonage réglementaire

consultable sur Internet *

consultable sur Internet *

consultable sur Internet *

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui non

3. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application de l'article R 563-4 du code de l'environnement.

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte Moyenne Modérée Faible Très faible
zone 5 zone 4 zone 3 x zone 2 Zone 1 *

* Il n'existe aucune obligation réglementaire pour le niveau 1 de sismicité

Le document de référence mentionné à l'article R125-24 du Code de l'environnement est :

Article D 563-8-1 sur la répartition des communes entre les cinq zones de sismicité

consultable sur Internet *

pièces jointes

4. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus
en application de l'article R15-26 du Code de l'environnement

Reproduction de la carte du zonage réglementaire du PPRN approuvé en date du
23 Novembre 2007
3 planches A3 en sus de la page de garde

5. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

à la date de l'édition de la présente fiche communale

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique : Ma commune face aux risques

catastrophes naturelles

nombre

6

catastrophes technologiques

nombre

Date : 14/10/2013

site* WWW.departement.gouv.fr



DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE – Logement (6.2)

Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006, Décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006, Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 27 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 17 octobre 2012, Arrêté du 24 décembre 2012

A INFORMATIONS GENERALES

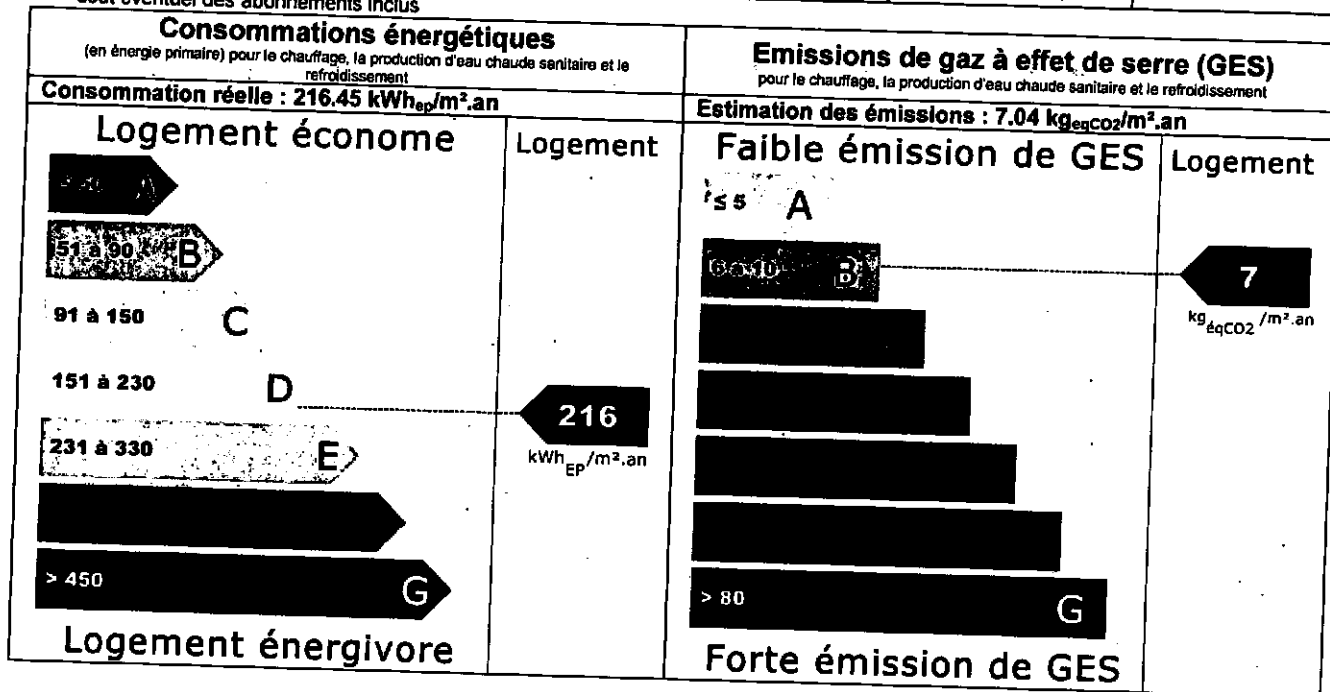
| | |
|--|--|
| N° de rapport : 12355 - SCI DOUNE 4522 31.01.20 | Date du rapport : 31/01/2020 |
| Valable jusqu'au : 30/01/2030 | Diagnosticteur : JULIEN CHRISTIAN |
| Type de bâtiment : Immeuble Collectif | Signature : |
| Nature : Appartement | |
| Année de construction : 2009 | |
| Surface habitable : 111.09 m² | |
| Adresse : 12/14 avenue Jean Jaurès Résidence Les Portes Vapincum 05000 GAP INSEE : 5037 | Référence ADEME : 2005V2000090C |
| Etage : 4ème étage N° de Lot : 105 | |
| Propriétaire : SCI DOUNE | Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu): |
| Nom : SCI DOUNE | Nom : |
| Adresse : Résidence Les Portes Vapincum 12/14 avenue Jean Jaurès 05000 GAP | Adresse : |

B CONSOMMATIONS ANNUELLES PAR ENERGIE

Obtenues au moyen des factures d'énergie du logement des années du 01/02/2017 au 01/02/2020, prix des énergies indexés au 15/08/2015

| | Moyenne annuelle des consommations (détail par énergie dans l'unité d'origine) | Consommation en énergie finale (détail par énergie et par usage en kWh _{ef}) | Consommation en énergie primaire (détail par usage en kWh _{ep}) | Frais annuels d'énergie (TTC) |
|--|---|---|--|----------------------------------|
| Chauffage | Electrique 2 820 kWh | Electrique 2 820 | 7 275.6 | 389,72 € |
| Chauffage + Eau chaude sanitaire | Electrique 6 500 kWh | Electrique 6 500 | 16 770 | 898,30 € |
| Refroidissement | | | | |
| Consommations d'énergie pour les usages recensés | Electrique 9 320 kWh | Electrique 9 320 | 24 045.6 | 1 380,55 € ⁽¹⁾ |

⁽¹⁾ coût éventuel des abonnements inclus



DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

C DESCRIPTIF DU LOT À LA VENTE ET DE SES EQUIPEMENTS

C.1 DESCRIPTIF DU LOGEMENT

TYPE(S) DE MUR(S)

| Intitulé | Type | Surface (m²) | Donne sur | Epaisseur (cm) | Isolation |
|----------|--------------|--------------|-------------|----------------|---|
| Mur 1 | Béton banché | 77.8 | Extérieur | 20 | Période d'isolation : à partir de 2006 (intérieure) |
| Mur 2 | Béton banché | 10.5 | Circulation | 20 | Inconnue |

TYPE(S) DE TOITURE(S)

| Intitulé | Type | Surface (m²) | Donne sur | Isolation |
|-----------|------------------------|--------------|----------------|---|
| Plafond 1 | Bois sous solives bois | 77 | Combles perdus | Période d'isolation : à partir de 2006 (extérieure) |

TYPE(S) DE PLANCHER(S) BAS - AUCUN PLANCHER BAS DEPERDITIF-

TYPE(S) DE MENUISERIE(S)

| Intitulé | Type | Surface (m²) | Donne sur | Présence de fermeture | Remplissage en argon ou krypton |
|-----------|---|--------------|--|-----------------------|---------------------------------|
| Porte 1 | Bois Opaque pleine | 2 | Circulation - Circulations communes sans ouverture directe sur l'extérieur | | |
| Fenêtre 1 | Portes-fenêtres coulissantes, Menuiserie métallique à rupture de pont thermique VIR - double vitrage vertical (e = 20 mm) | 6 | Extérieur | Oui | Non |
| Fenêtre 2 | Portes-fenêtres battantes sans soubassement, Menuiserie PVC VIR - triple vitrage vertical (e = 12 mm) | 3 | Extérieur | Oui | Non |
| Fenêtre 3 | Fenêtres battantes, Menuiserie PVC VIR - triple vitrage vertical (e = 12 mm) | 4.8 | Extérieur | Oui | Non |
| Fenêtre 4 | Portes-fenêtres battantes sans soubassement, Menuiserie PVC VIR - triple vitrage vertical (e = 12 mm) | 1.9 | Extérieur | Oui | Non |
| Fenêtre 5 | Fenêtres battantes, Menuiserie PVC - double vitrage vertical (e = 20 mm) | 1 | Extérieur | Oui | Oui |
| Fenêtre 6 | Fenêtres battantes, Menuiserie PVC - double vitrage vertical (e = 20 mm) | .9 | Extérieur | Oui | Oui |
| Fenêtre 7 | Portes-fenêtres coulissantes, Menuiserie métallique à rupture de pont thermique VIR - double vitrage vertical (e = 20 mm) | 4.8 | Extérieur | Oui | Non |
| Fenêtre 8 | Portes-fenêtres coulissantes, Menuiserie métallique à rupture de pont thermique VIR - double vitrage vertical (e = 20 mm) | 4.8 | Extérieur | Oui | Non |

DESCRIPTIF DU SYSTEME DE CHAUFFAGE ET DE REFROIDISSEMENT

TYPE(S) DE SYSTEME(S) DE CHAUFFAGE

| Type de système | Type d'énergie | Puissance nominale | Rendement | Vieillesse | Date de Fabrication | Rapport d'inspection | Individuel / Collectif |
|----------------------------------|----------------|--------------------|-----------|------------|---------------------|----------------------|------------------------|
| Panneau rayonnant électrique NFC | Electrique | | | Non | 2009 | Non requis | Individuel |
| Plancher rayonnant électrique | Electrique | | | Non | 2009 | Non requis | Collectif |

Types d'émetteurs liés aux systèmes de chauffage

Panneau rayonnant électrique NFC (surface chauffée : 111.09 m²)

Plancher rayonnant (surface chauffée : 111.09 m²)

TYPE(S) DE SYSTEME(S) DE REFROIDISSEMENT - AUCUN -

C.3 DESCRIPTIF DU SYSTEME D'EAU CHAUDE SANITAIRE

TYPE(S) DE SYSTEME(S) D'EAU CHAUDE SANITAIRE

| Type de système | Type d'énergie | Puissance nominale | Rendement | Vieillesse | Date de Fabrication | Rapport d'inspection | Individuel / Collectif |
|----------------------|----------------|--------------------|-----------|------------|---------------------|----------------------|------------------------|
| Chauffe-eau vertical | Electrique | | | Non | 2009 | Non requis | Individuel |

C.4 DESCRIPTIF DU SYSTEME DE VENTILATION

TYPE DE SYSTEME DE VENTILATION

| Type de système | Menuiseries sans joint | Cheminée sans trappe |
|--|------------------------|----------------------|
| Ventilation hybride avec entrées d'air hygrographables | Non | Non |

C.4 DESCRIPTIF DES EQUIPEMENTS UTILISANT DES ENERGIES RENOUVELABLES - AUCUN -

| | |
|--|-------|
| Quantité d'énergie d'origine renouvelable apportée au bâtiment : | Néant |
|--|-------|

NOTICE D'INFORMATION

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Usages recensés

Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement.

Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc...) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquée par les compteurs ou les relevés.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

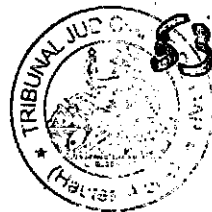
Variations des prix de l'énergie et des conventions de calcul

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêté en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure et utilisées dans la partie privative du lot.



Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante. Si vous disposez d'un thermostat, réglez-le à 19 °C; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors gel" fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.

- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Eclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Électroménager (cuisson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).



RECOMMANDATIONS D'AMELIORATION ENERGETIQUE

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

| Projet | Mesures d'amélioration | Commentaires | Crédit d'impôt |
|--------------|---|--|-----------------------|
| Simulation 1 | <p>Mise en place de volets isolants. (Pour bénéficier du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale, les volets roulants sont caractérisés par une résistance thermique additionnelle apportée par l'ensemble volet-lame d'air ventilé $\geq 0,22 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$. En maison individuelle ce crédit d'impôt ne s'applique que si cette installation s'accompagne d'au moins une autre action de travaux parmi plusieurs catégories selon les textes en vigueur.)</p> <p>--- Envisager la pose d'un insert ou un poêle à bois pour assurer la base du chauffage et effectuer l'appoint par des convecteurs NFC ou panneaux rayonnants. Choisir un appareil labellisé « flamme verte », installé par un professionnel. (Pour bénéficier du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale, la concentration moyenne de monoxyde de carbone doit être inférieure ou égale à 0,3 % et le rendement énergétique doit être supérieur ou égal à 70 % selon les référentiels des normes en vigueur, tels que : - les poêles (norme NF EN 13240 ou NF D 35376 ou NF EN 14785 ou EN 15250) ; - les foyers fermés et les inserts de cheminées intérieures (norme NF EN 13 229 ou NF D 35376))</p> | Les deux BC Sur la terrasse n'ont pas de volets. | 10 % --- 26 % * |

* Taux à 26 % pouvant être majorés à 34 % dans la limite d'un taux de 42 % pour un même matériau, équipement ou appareil si les conditions du 5bis de l'article 200 quater A du code général des impôts sont respectées

Commentaires :

Les informations sur les consommations réelles sont données par le propriétaire et le syndic

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp
Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !
www.impots.gouv.fr

Pour plus d'informations : www.ademe.fr ou www.logement.gouv.fr

F CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

Signature

Etablissement du rapport :

Fait à GAP le 31/01/2020

Cabinet : Cabinet Julien

Nom du responsable : JULIEN Christian

Désignation de la compagnie d'assurance : AXA France IARD SA

N° de police : 10595514204

Date de validité : 01/01/2020

Date de visite : 31/01/2020

Le présent rapport est établi par JULIEN CHRISTIAN dont les compétences sont certifiées par : LCC - QUALIXPERT
81100 Castres

N° de certificat de qualification : C287

Date d'obtention : 11/10/2017

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Explication des écarts possibles entre les consommations issues de la simulation conventionnelle et celles issues des consommations réelles :

- Les variations climatiques, - le taux d'occupation du bâtiment, - le comportemental, - le nombre d'occupant ne sont pas pris en compte pour ce calcul....

Si nous prenons le cas d'une maison individuelle occupée par une famille de 3 personnes, la consommation de cette même maison ne sera pas la même si elle est occupée par une famille de 5 personnes. De plus, selon que l'hiver aura été rigoureux ou non, que la famille se chauffe à 20°C ou 22°C, les consommations du même bâtiment peuvent significativement fluctuer. Il est dès lors nécessaire dans l'établissement de ce diagnostic de s'affranchir du comportement des occupants afin d'avoir une information sur la qualité énergétique du bâtiment. C'est la raison pour laquelle l'établissement du DPE se fait principalement par une méthode de calcul des consommations conventionnelles qui s'appuie sur une utilisation standardisée du bâtiment pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Les principaux critères caractérisant la méthode conventionnelle sont les suivants : en présence d'un système de chauffage dans le bâtiment autre que les équipements mobiles et les cheminées à foyer ouvert, toute la surface habitable du logement est considérée chauffée en permanence pendant la période de chauffe ; les besoins de chauffage sont calculés sur la base de degrés-heures moyens sur 30 ans par département. Les degrés-heures sont égaux à la somme, pour toutes les heures de la saison de chauffage pendant laquelle la température extérieure est inférieure à 18°C, de la différence entre 18°C et la température extérieure. Ils prennent en compte une inoccupation d'une semaine par an pendant la période de chauffe ainsi qu'un réduit des températures à 16°C pendant la nuit de 22h à 6h ; aux 18°C assurés par l'installation de chauffage, les apports internes (occupation, équipements électriques, éclairage, etc.) sont pris en compte à travers une contribution forfaitaire de 1°C permettant ainsi d'atteindre la consigne de 19°C ; le besoin d'ECS est forfaitisé selon la surface habitable du bâtiment et le département. Ces caractéristiques du calcul conventionnel peuvent être responsables de différences importantes entre les consommations réelles facturées et celles calculées avec la méthode conventionnelle. En effet, tout écart entre les hypothèses du calcul conventionnel et le scénario réel d'utilisation du bâtiment entraîne des différences au niveau des consommations.

Tableau récapitulatif de la méthode à utiliser pour la réalisation du DPE :

| | Bâtiment à usage principal d'habitation | | | | | | Bâtiment ou partie de bâtiment à usage principal autre que d'habitation |
|--------------------------|---|---|--|---|---|---|---|
| | DPE pour un immeuble ou une maison individuelle | | Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel quand un DPE a déjà été réalisé à l'immeuble | DPE non réalisé à l'immeuble | | Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel | |
| | | | | Appartement avec systèmes individuels de chauffage ou de production d'ECS ou collectifs et équipés de comptages individuels | | | |
| | | | | | | | |
| Calcul conventionnel | | X | A partir du DPE à l'immeuble | | X | | |
| Utilisation des factures | X | | | X | | X | X |

Pour plus d'informations :

www.developpement-durable.gouv.fr, rubrique performance énergétique

www.ademe.fr

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

! Attention ... s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, **SCI DOUNE** sis Résidence Les Portes Vapincum 12/14 avenue Jean Jaurés
05000 GAP

atteste par la présente,

- que mon bien situé,
Résidence Les Portes Vapincum
12/14 avenue Jean Jaurés
05000 GAP

N'a fait l'objet d'aucune indemnisation au titre d'un ou plusieurs arrêtés de catastrophe naturelle ou technologique, pendant la période où j'ai été propriétaire. (En application des dispositions du code des assurances)

et

- Qu'aucune information concernant une indemnisation antérieure ne m'a été transmise.

Fait pour valoir ce que de droit,

Rédigé et signé en deux exemplaires.

Fait le **31/01/2020**, à **GAP**

Comment remplir l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?



Personnes concernées ?

Les articles L. 125-5, L. 125-6 et L. 125-7 et R. 125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de quelque nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, des risques et pollutions auxquels ce bien est exposé.

L'état des servitudes risques et d'information sur les sols, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

Quand faut-il établir un état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

- L'état des servitudes risques et d'information sur les sols est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente.

Quel est le champ d'application de cette obligation ?

- Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :
 1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
 2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers résiduels approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement ;
 3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques, d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou de risques miniers résiduels prescrit par le Préfet ;
 4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R. 563-4 et D. 563-8-1 du Code de l'environnement ;
 5. dans un secteur d'information sur les sols.

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Où consulter les documents de référence ?

- Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :
 - la liste des terrains présentant une pollution ;
 - la liste des risques à prendre en compte ;
 - la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.
- L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :
 1. la note de présentation du ou des plans de prévention ainsi que des secteurs concernés, excepté pour les plans de prévention des risques technologiques ;
 2. un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de délimiter les secteurs d'information sur les sols, les zones exposées aux risques pris en compte, de préciser leur nature et, dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres délimités ;
 3. le règlement des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;
 4. le zonage réglementaire de sismicité : 2, 3, 4 ou 5 défini par décret.
- Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires
- L'arrêté est affiché réglementairement en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.
- Les arrêtés sont mis à jour :
 - lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques naturels, miniers ou technologiques ou de modifications relatives à la sismicité et/ou lors de la révision annuelle des secteurs d'information sur les sols ;
 - lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels, ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ;
 - lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, des secteurs d'information sur les sols, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune.
- Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Ils sont directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

Qui établit l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

- L'état des servitudes risques et d'information sur les sols est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
- Il doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
- Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de co-location, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des co-locataires.

Quelles informations doivent figurer ?

- L'état des servitudes risques et d'information sur les sols mentionne la sismicité, l'inscription dans un secteur d'information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits, appliqués par anticipation ou approuvés.
- Il mentionne si l'information relative à l'indemnisation post catastrophes et/ou celles spécifiques aux biens en dehors des logements, est mentionnée dans le contrat de vente ou de location.
- Il mentionne aussi la réalisation ou non des travaux prescrits vis-à-vis de l'immeuble par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.
- Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard des secteurs d'information des sols et des zonages réglementaires vis-à-vis des risques.
- Pour les biens autres que les logements concernés par un plan de prévention des risques technologiques, il est accompagné, en application de l'article R. 125-26 et lorsque celle-ci a été reçue par le vendeur ou le bailleur, de l'information sur le type de risques auxquels le bien est soumis, ainsi que la gravité, la probabilité et la cinétique de ces risques.

Comment remplir l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

- Il faut d'une part reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence et d'autre part, le compléter des cartographies et des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnisés, prescription et réalisation de travaux.

Faut-il conserver une copie de l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

- Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des servitudes risques et d'information sur les sols, daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail.

**information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pour en savoir plus,
consultez le site Internet : www.georisques.gouv.fr**

FACTURE N° 12355 Date : 31/01/2020

SARL Cabinet Julien
50 B route des Prés
05000 GAP
Tél : 04 92 53 75 15

SIRET : 444 573 398 00021
N°identification TVA : FR 8244457339800021
Police d'assurance : 10595514204
Code APE : 7120 B

Maître SELARL VIGUIER
3 Rue Sénateur Bonniard BP 36
05200 EMBRUN

Facture correspondant au(x) dossier(s):

| Référence | Effectuée Le | Adresse Bien | Propriétaire |
|---|--------------|--|--------------|
| 12355 - SCI DOUNE 4522 31.01.20 (4522) | 31/01/2020 | Résidence Les Portes Vapincum, 12/14 avenue Jean Jaurès 05000 GAP | SCI DOUNE |

HONORAIRES :

| Désignation | Qté | P.U TTC (€) | Montant HT (€) | Montant TTC (€) | % TVA |
|---|-----|-------------|----------------|-----------------|-------|
| Constat surface et DPE appartement T4 + annexes | 1 | 230.00 | 191.67 | 230.00 | 20 |
| Diagnostic de Performance Energétique 3 CL 2013 | 1 | 40.00 | 33.33 | 40.00 | 20 |

| | |
|-----------|----------|
| Total HT | 225.00 € |
| Total TVA | 45.00 € |
| Total TTC | 270.00 € |

Date échéance :

Païement par chèque à réception de la facture

Les attestations délivrées restent la propriété de la société Cabinet Julien jusqu'au règlement de la facture. Elles ne pourront être utilisées par le client avant leur règlement intégral. (Clause de Réserve de propriété - loi 80-335 du 12.05.80).

Le païement vaut accusé de réception, toute facture impayée rend le dossier obsolète et entraîne la non exonération de la garantie des vices cachés.

La présente facture est payable comptant suivant le code du commerce sous l'article L441-6. En cas de non-païement à la date d'échéance, des agios seront décomptés sur la base de 3 fois le taux d'intérêt légal, selon la formule

facture TTC x Taux fixé par la loi x n jours
360 jours

Coupon à retourner avec votre règlement, toute la facturation est centralisée à l'adresse de Gap, voir ci-dessous MERCI.

Coupon à retourner avec votre règlement, merci.

N° de Facture : 12355
NsRéfs. : 12355 - SCI DOUNE 4522 31.01.20 (4522) ;
Montant TTC : 270.00 €

FACTURE

NOTE DE SYNTHESE

RAPPORT N° 12355 - SCI DOUNE 4522 31.01.20

Document ne pouvant en aucun cas être annexé à un acte authentique

INFORMATIONS GENERALES

| | |
|---|--|
| Type de bien : Appartement Etage: 4ème étage Adresse : Résidence Les Portes Vapincum 12/14 avenue Jean Jaurès 05000 GAP Propriétaire : SCI DOUNE | Lot n°: 105 N° lot cave : 60 N° lot garage : 116 et 117 Lots divers : Parking extérieur lot 53 Section cadastrale : DI 75,76,77 Bâti : OUI Mitoyenneté : OUI |
|---|--|

CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Superficie totale "Loi Carrez" :

111.09 m²

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Consommations énergétiques du logement : **216.45 kWh/m².an**

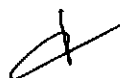
Emissions de gaz à effet de serre : **7.05 kg/m².an**

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné Christian JULIEN, diagnostiqueur certifié et gérant du Cabinet Julien à Gap (05000), atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des dispositions de l'article Art. R. 271-3 et L 271 - 6 et de disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaire à sa prestation.

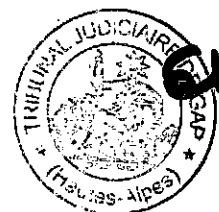
Fait à Gap pour servir et valoir ce que de droit,

Christian JULIEN (Diagnosticueur certifié)



Les attestations délivrées restent la propriété de la société jusqu'au règlement de la facture. Elles ne pourront être utilisées par le client avant leur règlement intégral. (Clause de Réserve de propriété - loi 80-335 du 12.05.80).

Le paiement vaut accusé de réception, toute facture impayée rend le dossier obsolète et entraîne la non exonération de la garantie des vices cachés.



**DECOMPTE DES SOMMES DUES PAR
SCI DOUNE**

SCI DOUNE
1 RUE DES LAVANDINS
05000 GAP

Date d'édition : 07/11/2019
Date d'échéance du terme : 20/09/2019
Référence Dossier : 1754080
Contrat : PCM FIXE / 5220767
Date d'arrêté : 07/11/2019
Date de départ de calcul des intérêts : 20/09/2019

| Poste | Montant | Devise |
|--|-------------------|----------|
| Echéances impayées du 05/02/2019 au 05/09/2019 | 53 693,55 | € |
| Capital restant dû au 20/09/2019 | 440 503,75 | € |
| Intérêts courus du 06/02/2019 au 20/09/2019 | 5 230,98 | € |
| Intérêts de retard sur échéances impayées au taux contractuel de 1,9 majoré de 3 pts soit 4,90 % l'an du 06/02/2019 au 20/09/2019 | 1 669,17 | € |
| Intérêts de retard sur les sommes devenues exigibles d'un montant de 501 097,45 € au taux contractuel de 1,90 % l'an du 20/09/2019 au 07/11/2019 | 1 247,88 | € |
| Intérêts de retard sur les sommes devenues exigibles d'un montant de 501 097,45 € au taux contractuel de 1,90 % l'an à compter du 08/11/2019 | Mémoire | |
| Indemnité pour préjudice technique et financier de 5 % de l'ensemble des sommes exigibles | 25 054,87 | € |
| Frais de justice | Mémoire | |
| Total, sauf mémoire, erreur ou omission | 527 400,20 | € |

ALE
LIQUES
gatoire
14/10/1955, art. 39

REÇU LE :

23 MARS 2020

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : 115639
Déposée le : 28/02/20
Références du dossier : 3113**Demande de renseignements
pour la période à compter du 1^{er} janvier 1956**

à souscrire en **DEUX** exemplaires auprès du service de
publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels
les renseignements sont demandés.

(voir la notice n° 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des
demandes de renseignements hypothécaires et d'information
sur les tarifs).

Service de publicité foncière :

GAP

IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEURIdentité ¹ : SCP ALPAVOCAT - Me Fabien BOMPARD

Adresse : LE CADET DE CHARANCE II

6, rue Cadet de Charance

05000 GAP

Courriel ² : f.bompard@alpavocat.fr

Téléphone : 04.92.52.34.84.

À GAP , le 24 / 02 / 2020

Signature (obligatoire) :

PIÈCE COMMUNIQUÉE
n° 3
SCP ALPAVOCAT

IDENTIFICATION DES PERSONNES (toute erreur ou imprécision dégage la responsabilité de l'État - art. 9 du décret du 04/01/1955 modifié).
Si le nombre de personnes est supérieur à trois, utiliser la feuille de suite.

| N° | Personnes physiques : Nom (en majuscules) Personnes morales : Dénomination (en majuscules) | Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ³ | Date et lieu de naissance N° SIREN |
|----|---|---|---------------------------------------|
| 1 | SCI DOUNE | 1 rue des Lavandins - 05000 GAP | 511 757 320 |
| 2 | Fidji | | |
| 3 | | | |

DESIGNATION DES IMMEUBLES (toute erreur dégage la responsabilité de l'État - art. 8-1 et 9 du décret du 04/01/1955 modifié).
Si le nombre d'immeubles est supérieur à cinq, utiliser la feuille de suite.

| N° | Commune (en majuscules) (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro) | Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro) | Numéro de division volumétrique | Numéro de lot de copropriété |
|----|--|---|---------------------------------------|---------------------------------|
| 1 | | | | |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |

PÉRIODE DE DÉLIVRANCE**CAS GÉNÉRAL**

Période allant du 1^{er} janvier 1956⁴ à la date de mise à jour du fichier au jour de réception de la demande, pour les demandes portant uniquement sur des personnes, ou à la date de réception de la demande pour tout autre type de demande.

CAS PARTICULIER

Vous souhaitez une période différente du cas général, veuillez préciser :

- le point de départ (date postérieure au 1^{er} janvier 1956) : ____ / ____ / ____

- le point d'arrivée, au plus tard le ____ / ____ / ____ (uniquement pour les demandes relatives à une ou plusieurs personnes)

Pour une demande portant uniquement sur des immeubles, souhaitez-vous limiter la délivrance à l'information concernant le dernier propriétaire connu ? ☐ (si oui, cochez la case)

¹ Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination sociale (en majuscules). ² L'indication du courriel autorise l'administration à vous répondre par courriel.
³ Pour les associations ou syndicats, mentionner en outre, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts. ⁴ Ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur les immeubles.

URATION (voir notice n° 3241-NOT-SD)

| | Nombre de personnes ou d'immeubles | Tarif | Total |
|--|---------------------------------------|----------------|-------------|
| des demandes portant sur des personnes ou sur des immeubles | 1 | x 12 € = | 12 € |
| tarifs des demandes portant à la fois sur des personnes et des immeubles | | 12 € | € |
| - nombre de personnes au-delà de 3 : | | x 5 € = | + € |
| - nombre d'immeubles au-delà de 5 : | | x 2 € = | + € |
| Frais d'expédition (2 € ; 0 € si envoi par courriel) : | | | + € |
| | | TOTAL = | 12 € |

MODE DE PAIEMENT

- ☒ Carte bancaire ☐ Virement ☐ Chèque de Banque à l'ordre du Trésor public
☐ Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1000 €) ☐ Numéraire (pour un montant maximum de 300 €)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

- ☐ insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles
☐ défaut ou insuffisance de provision
☐ demande non signée et/ou non datée
☐ autre :

Le ____ / ____ / ____

Le comptable des finances publiques,
Chef du service de publicité foncière



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
GAP



Demande de renseignements n° 0504P01 2020H5639 (S1)
déposée le 28/02/2020, par Maître ALPAVOCAT (LECLERC-MAYET ASS)

Réf. dossier : HF SCI DOUNE GAP

CERTIFICAT


Le Service de la Publicité Foncière certifie, le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à FIDJI : du 01/01/1970 au 01/11/2001
[x] Il n'existe aucune formalité au fichier immobilier,
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDJI : du 02/11/2001 au 09/09/2019 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe que les 7 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint.

La réponse est limitée aux formalités dans lesquelles l'identité de la personne interrogée a été certifiée. Cet état ne comporte pas les modifications ayant pu affecter uniquement les immeubles (procès-verbaux du cadastre). Ces renseignements peuvent être obtenus par consultation du SPDC ou auprès du centre des impôts fonciers du lieu de situation de l'immeuble.

A GAP, le 10/03/2020

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Helene SEMENADISSE


Véronique MAGALLON
Chef de contrôle

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.

**MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS**



RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 09/09/2019

| | | | |
|----------------|----------------------------------|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 1 | Date de dépôt : 19/11/2009 | Référence d'enlissement : 0504P01 2009P7692 | Date de l'acte : 15/10/2009 |
| | Nature de l'acte : VENTE | | |
| | Rédacteur : NOT SANTACROCE / GAP | | |

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

| | | | |
|----------------|--|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 2 | Date de dépôt : 26/11/2009 | Référence d'enlissement : 0504P01 2009V1924 | Date de l'acte : 15/10/2009 |
| | Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS | | |
| | Rédacteur : NOT FUMEX / EVIAN LES BAINS | | |

FORMALITE EN ATTENTE

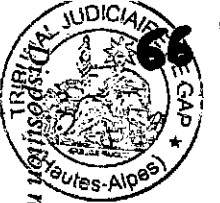
Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

| | | | |
|----------------|--|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 3 | Date de dépôt : 07/12/2009 | Référence d'enlissement : 0504P01 2009P8159 | Date de l'acte : 27/11/2009 |
| | Nature de l'acte : 2009P7692 ATTE RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 19/11/2009 | | |
| | Sages : 0504P01 Vol 2009P N° 7692 | | |
| | Rédacteur : NOT SANTACROCE / GAP | | |

Disposition n° 1 de la formalité 0504P01 2009P8159 : VENTE du 15/10/2009

Disposant, Donateur

| | | |
|-------------------------|----------------------------|------------------------------------|
| Numéro | Désignation des personnes | Date de naissance ou N° d'identité |
| 2 | SCI LES PORTES DE VAPINCUM | 490 106 200 |
| Bénéficiaire, Donataire | | |
| Numéro | Désignation des personnes | Date de naissance ou N° d'identité |
| 1 | SCI DOUNE | 511 757 320 |



RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 09/09/2019

Dispositif n° 1 de la formalité 0504P01 2009P8159 : VENTE du 15/10/2009

Immeubles

| Bénéficiaires | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
|---------------|--------|---------|------------------------|--------|---------|
| 1 | TP | GAP | DI 75 à DI 77 | | 16 à 17 |
| | | | | | 53 |
| | | | | | 60 |
| | | | | | 105 |

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Dominier EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 460.000,00 EUR

Complément : Attestation rectificative concernant le siège social de la SCI DOUNE lire : 1 rue des Lavandins à GAP.

| | | | |
|----------------|---|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 4 | Date de dépôt : 11/12/2009 | Référence de dépôt : 0504P01 2009D12015 | Date de l'acte : 15/10/2009 |
| | Nature de l'acte : 2009V 1924 REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 26/11/2009 Sages : 0504P01 Vol 2009V N° 1924 | | |
| | Rédacteur : NOT FUMEX / EVIAN LES BAINS | | |
| | Domicile élu : EVIAN LES BAINS en l'étude | | |

Disposition n° 1 de la formalité 0504P01 2009D12015 : Privilège de prêteur de deniers du 15/10/2009.

Créanciers

| Numéro | Désignation des personnes | Date de Naissance ou N° d'identité |
|--------|---------------------------|------------------------------------|
|--------|---------------------------|------------------------------------|

CRCAM CENTRE EST

Débiteurs

| Numéro | Désignation des personnes | Date de Naissance ou N° d'identité |
|--------|---------------------------|------------------------------------|
|--------|---------------------------|------------------------------------|

SCI DOUNE

511 757 320



RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 09/09/2019

Disposition n° 1 de la formalité 0504P01 2009D12015 : Privilège de prêteur de deniers du 15/10/2009.

Immeubles

| Débiteurs | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
|-----------|--------|---------|------------------------|--------|----------------------------|
| | | GAP | DI 75 à DI 77 | | 16 à 17 53 60 105 |

Montant Principal : 300.000,00 EUR Accessoires : 60.000,00 EUR
Date extrême d'exigibilité : 05/10/2034 Date extrême d'effet : 05/10/2035

| | | | |
|--|----------------------------|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 5 | Date de dépôt : 10/07/2013 | Référence d'enlissement : 0504P01 2013V1456 | Date de l'acte : 05/07/2013 |
| Nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE | | | |
| Rédacteur : NOT AGI / VILLEURBANNE | | | |
| Domicile élu : VILLEURBANNE en l'étude | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 0504P01 2013V1456 :

Créanciers

Numéro
CREDIT DU NORD

Date de Naissance ou N° d'identité

Propriétaire Immeuble / Contre

Numéro
Désignation des personnes

Date de Naissance ou N° d'identité

1
SCI DOUNE

511 757 320

Immeubles

Prop. Immu/Contre Droits

| Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
|---------|------------------------|--------|----------------------------|
| GAP | DI 75 à DI 77 | | 16 à 17 53 60 105 |

Montant Principal : 500.000,00 EUR Accessoires : 75.000,00 EUR Taux d'intérêt : 2,24 %
Date extrême d'exigibilité : 05/01/2018 Date extrême d'effet : 05/01/2019

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 09/09/2019



Date de dépôt : 22/01/2018

Référence d'enlissement : 0504P01 2018P687

Date de l'acte : 16/10/2017

Nature de l'acte : TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL+KBIS

Rédacteur : NOT FRECH / NICE

Disposition n° 1 de la formalité 0504P01 2018P687 : Dépôt de KBIS

Dépôt d'extrait Kbis pour la SCI DOUNE suite à changement de siège social du 107 Avenue du Général GUISAN à GAP , au 1 rue des Lavandins à GAP .

| | | | |
|----------------|--|--|-----------------------------|
| N° d'ordre : 7 | Date de dépôt : 22/01/2018 | Référence d'enlissement : 0504P01 2018V241 | Date de l'acte : 22/12/2017 |
| | Nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE | | |
| | Rédacteur : NOT FRECH / NICE | | |
| | Domicile élu : NICE en l'étude | | |

Disposition n° 1 de la formalité 0504P01 2018V241 : Hypothèque conventionnelle

Créanciers

Numéro

Désignation des personnes

Date de Naissance ou N° d'identité

CAISSE D EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D AZUR

Propriétaire Immeuble / Contre

| Numéro | Désignation des personnes | Date de Naissance ou N° d'identité |
|--------|---------------------------|------------------------------------|
| 1 | SCI DOUNE | 511 757 320 |

Immeubles

| Prop.Imm/Contre | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
|-----------------|--------|---------|------------------------|--------|----------------------------|
| | | GAP | DI 75 à DI 77 | | 16 à 17 53 60 105 |

Montant Principal : 485.000,00 EUR Accessoires : 145.500,00 EUR Taux d'intérêt : 1,90 %
Date extrême d'exigibilité : 05/02/2028 Date extrême de effet : 05/02/2029

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 5 pages y compris le certificat.



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

GAP 05002
Cité administrative Desmichels
05002 GAP CEDEX
Mél : spf.gap@dgfp.finances.gouv.fr



**Maire ALPAVOCAT (LECLERC-MAYET
ASS)
20 RUE DAVID MARTIN
05000 GAP**

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 0504P01 2020H5639

Date : 10/03/2020

PÉRIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1970 au 09/09/2019

PERSONNES PRISES EN COMPTE POUR LA RECHERCHE FIDI

Dénomination

SCI DOUNE

N° d'identité
511 757 320

Siège ou Lieu d'existence
GAP

PERSONNES RETENUES POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Dénomination

SCI DOUNE

N° d'identité
511 757 320

Forme juridique
SCI

Siège ou Lieu d'existence
GAP

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre : 1

date de dépôt : 19/11/2009

références d'enlissement : 0504P01 2009P7692

Date de l'acte : 15/10/2009

nature de l'acte : VENTE

N° d'ordre : 2

date de dépôt : 26/11/2009

références d'enlissement : 0504P01 2009V1924

Date de l'acte : 15/10/2009

nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS

N° d'ordre : 3

date de dépôt : 07/12/2009

références d'enlissement : 0504P01 2009P8159

Date de l'acte : 27/11/2009

nature de l'acte : 2009P7692 ATTE RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 19/11/2009
Sages : 0504P01 Vol 2009P N° 7692

N° d'ordre : 4

date de dépôt : 11/12/2009

références d'enlissement : 0504P01 2009D12015

Date de l'acte : 15/10/2009

nature de l'acte : 2009V 1924 REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 26/11/2009 Sages : 0504P01 Vol 2009V N° 1924

N° d'ordre : 5

date de dépôt : 10/07/2013

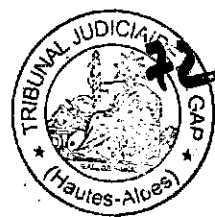
références d'enlissement : 0504P01 2013V1456

Date de l'acte : 05/07/2013

nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE



| | | | |
|----------------|---|--|-----------------------------|
| N° d'ordre : 6 | date de dépôt : 22/01/2018 | références d'enlissement : 0504P01 2018PP687 | Date de l'acte : 16/10/2017 |
| | nature de l'acte : TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL+KBIS | | |
| N° d'ordre : 7 | date de dépôt : 22/01/2018 | références d'enlissement : 0504P01 2018V241 | Date de l'acte : 22/12/2017 |
| | nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE | | |



ALPAVOCAT

SCP d'avocats inscrite au Barreau des Hautes-Alpes
6 Rue Cadet de Charance 05000 GAP
☎ 04.92.52.34.84 ☎ 04.92.52.44.41

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GAP

09 MARS 2021

POLE CIVIL
COURRIER ARRIVE

Affaire : CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR/SCI DOUNE
N/Réf. : 19.00409/FB

Audience d'adjudication du Juge de l'exécution près le Tribunal judiciaire de GAP
du 11.03.2021

RG 20/00009

**DIRE A ANNEXER AU CAHIER DES CONDITIONS DE
VENTE**

Le créancier poursuivant, la **CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR**, Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance, au capital de 395033520,00 euros, ayant son siège social sis 455 Promenade des Anglais 06200 NICE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NICE, sous le numéro 384402871, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié ès qualités audit siège,

Ayant pour avocat **Maître Fabien BOMPARD**, membre de la SCP ALPAVOCAT, Avocat au barreau des Hautes-Alpes, dont le Cabinet est sis à GAP (05000) 6 rue Cadet de Charance,

Dans le cadre de la saisie immobilière poursuivie à l'encontre de :

La SCI DOUNE, Société civile immobilière, au capital de 1 000.00 euros, ayant son siège social sis 1 Rue des Lavandins 05000 GAP, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de GAP, sous le numéro 511757320, prise en la personne de son représentant légal, domicilié ès qualités audit siège,

Suivant commandement de payer valant saisie délivré par le ministère de la SELARL VIGUIER, Huissiers de Justice associés à EMBRUN (05), en date du 31.12.2019,

En vertu de la copie exécutoire d'un acte notarié de prêt contenant hypothèque conventionnelle, acte reçu par Maître Michaël FRECH, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle « BONA-ARAL et FRECH », titulaire d'un Office Notarial sis à NICE (06000), 6 rue de la Buffa, le 22.12.2017, publié à la Conservation des Hypothèques de GAP le 22.01.2018, référence 2018 D N° 1044, volume 2018V241 ;

Dépose ce jour au greffe du Juge de l'exécution le présent dire à annexer au Cahier des conditions de vente déposé le 19.06.2020, aux fins de rectification de deux erreurs matérielles contenues dans le cahier des conditions de la vente :

- Page 2 du cahier des conditions de la vente, il y a lieu de lire :

Pour avoir paiement de la somme de :

| | |
|---|---------------------|
| Echéances impayées du 05/02/2019 au 05/09/2019 | 53 693.55 € |
| Capital restant dû au 20/09/2019 | 440 503.75 € |
| Intérêts courus du 06/02/2019 AU 20/09/2019 | 5 230.98 € |
| Intérêts de retard sur échéances impayées au taux contractuel de 1.9 % majoré de 3 points soit 4.90 % l'an du 06/02/19 au 20/09/2019 | 1 669.17 € |
| Intérêts de retard sur les sommes devenus exigibles d'un montant de 501 097.45 € au taux contractuel de 1.90 % l'an du 20.09.19 au 07.11.2019 | 1 247.88 € |
| Intérêts de retard sur les sommes devenus exigibles d'un montant de 501 097.45 € au taux contractuel de 1.90 % l'an à compter du 08.11.2019 | MEMOIRE |
| Indemnité pour préjudice technique et financier de 5% de l'ensemble des sommes exigibles | 25 054.87 € |
| Frais de justice | MEMOIRE |
| TOTAL sauf mémoire, erreur ou omission | 527 400.20 € |

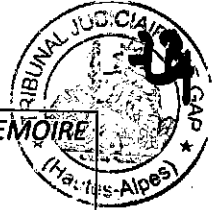
SOIT UN TOTAL SAUF MEMOIRE DE CINQ CENT VINGT SEPT MILLE QUATRE CENT EUROS ET VINGT CENTIMES

Au lieu de :

Pour avoir paiement de la somme de :

7 618.93 € (sept mille six cent dix-huit euros et quatre-vingt-treize centimes) outre intérêts (mémoire) au titre de l'arriéré de charges de copropriété, à savoir :

| | |
|---|--------------|
| Echéances impayées du 05/02/2019 au 05/09/2019 | 53 693.55 € |
| Capital restant dû au 20/09/2019 | 440 503.75 € |
| Intérêts courus du 06/02/2019 AU 20/09/2019 | 5 230.98 € |
| Intérêts de retard sur échéances impayées au taux contractuel de 1.9 % majoré de 3 points soit 4.90 % l'an du 06/02/19 au 20/09/2019 | 1 669.17 € |
| Intérêts de retard sur les sommes devenus exigibles d'un montant de 501 097.45 € au taux contractuel de 1.90 % l'an du 20.09.19 au 07.11.2019 | 1 247.88 € |



| | |
|--|---------------------|
| Intérêts de retard sur les sommes devenues exigibles d'un montant de 501 097.45 € au taux contractuel de 1.90 % l'an à compter du 08.11.2019 | MEMOIRE |
| Indemnité pour préjudice technique et financier de 5% de l'ensemble des sommes exigibles | 25 054.87 € |
| Frais de justice | MEMOIRE |
| TOTAL sauf mémoire, erreur ou omission | 527 400.20 € |

SOIT UN TOTAL SAUF MEMOIRE DE CINQ CENT VINGT SEPT MILLE QUATRE CENT EUROS ET VINGT CENTIMES

- Page 10 du cahier des conditions de la vente, il y a lieu de lire :

À l'audience de vente forcée qui sera, en tout état de cause, fixée par le juge, l'adjudication aura lieu, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, en :

- un lot : Dans un ensemble immobilier sis sur le territoire de la Commune de GAP (05000), 12/14 Avenue Jean-Jaurès, Résidence Les Portes de Vapincum, figurant au cadastre de ladite Commune section DI 75, DI 76 et DI 77, constituant les lots n° 16, 17, 53, 60, 105 de cet ensemble immobilier, étant noté que l'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par ME DENANTE, Notaire à GAP, le 18.01.2007, publié au service de la publicité foncière de GAP le 22.02.2007, volume P2007P n° 2077.

L'état descriptif de division – règlement de copropriété a été modifié aux termes d'un acte reçu par Maître SANTACROCE, Notaire à GAP, le 03.05.2007, publié sous les références 2007 P 4210.

Au lieu de :

À l'audience de vente forcée qui sera, en tout état de cause, fixée par le juge, l'adjudication aura lieu, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, en :

- un lot : dans un immeuble en copropriété sis sur la Commune d'ARVIEUX (05350), figurant au cadastre de cette Commune section ZA n° 154, 417, 418, 419, 420 et 464, correspondant au lot n° 4 de la Copropriété LES GRANGES D'ARVIEUX ;

Ainsi fait et dressé par Maître Fabien BOMPARD,
Avocat du créancier poursuivant.

A GAP,

Le 09 mars 2021

Maître Fabien BOMPARD



COUR D'APPEL DE GRENOBLE
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GAP
JUGE DE L'EXECUTION

RG : N° 20/00009 - N° Portalis DBWP-W-B7E-CJMX
Jugement n°20/55

JUGEMENT DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2020
ORDONNANT LA VENTE FORCÉE

Prononcé par M. Jean-Paul PATRIARCHE, Vice-Président, Juge de l'exécution, assisté de
Mme Marine RIGNAULT, greffier

ENTRE :

CRÉANCIER POURSUIVANT :

La CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR, société anonyme
à Directoire et Conseil de surveillance, au capital de 395033520,00 euros, ayant son siège
social sis 455 Promenade des Anglais 06200 NICE, immatriculée au Registre du Commerce
et des Sociétés de NICE, sous le numéro 384402871, agissant poursuites et diligences de
son représentant légal domicilié ès qualités audit siège

représentée par la SCP ALPAVOCAT, prise en la personne de Maître Fabien BOMPARD,
avocat au barreau des HAUTES-ALPES

PARTIE SAISIE :

La SCI DOUNE, société civile immobilière, au capital de 1 000.00 euros, ayant son siège
social sis 1 Rue des Lavandins 05000 GAP, immatriculée au Registre du Commerce et des
Sociétés de GAP, sous le numéro 511757320, prise en la personne de son représentant
légal, domicilié ès qualités audit siège

ayant pour avocat postulant la SCP ALPAZUR AVOCATS, avocat au barreau des
HAUTES-ALPES et pour avocat plaident Maître Hélène BAROUKH, avocat au barreau
de LYON

CRÉANCIER INSCRIT :

CAISSE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE-EST, société coopérative à
capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège est 1, rue Pierre de
Truchis de Lays - 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR, immatriculée au Registre du
Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 399 973 825, prise en la personne de
son représentant légal domicilié ès-qualités au siège social
Non comparante

DÉBATS : À l'audience publique du 19 novembre 2020, les conseils des parties ont été
entendus en leurs plaidoiries. L'affaire a été mise en délibéré, la décision étant rendue par
mise à disposition au greffe ce jour, 17 décembre 2020.

*Copies aux parties
le 17/12/20.*



Vu le commandement de payer signifié par la CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR à l'encontre de la SCI DOUNE suivant exploit d'huissier du 31 décembre 2019 publié au service de la publicité foncière de GAP le 24 février 2020, volume 2020 S 00007, valant saisie immobilière d'un appartement et de locaux annexes constituant les lots n° 16, 17, 53, 60 et 105 de l'état descriptif de division d'un ensemble immobilier soumis au statut de la copropriété dénommé "Les Portes de Vapincum" sis avenue Jean Jaurès à GAP.

Vu l'assignation délivrée le 17 juin 2020 au débiteur saisi afin de comparaître à l'audience d'orientation, et sa dénonciation à la CAISSE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE-EST en sa qualité de créancier inscrit par acte du 22 juin.

Vu l'acte de dépôt du cahier des conditions de vente reçu au greffe le 19 juin 2020.

Le poursuivant agit en vertu de la copie exécutoire d'un acte authentique reçu le 22 décembre 2017 par Maître FRECH, notaire à NICE, contenant convention de prêt à la SCI DOUNE d'une somme de 485.000 euros, remboursable en dix échéances annuelles à compter du 5 février 2019, suivant un taux d'intérêt de 1,90 %, garantie par une hypothèque conventionnelle sur les biens saisis publiée le 22 janvier 2018, volume 2018 V n° 241.

La banque a entendu se prévaloir de la déchéance du terme par suite du défaut de paiement de la première échéance.

Suivant décompte produit aux débats et non contesté, la créance du poursuivant s'élève à la somme de 533.713,49 euros en principal et accessoires, outre les intérêts au taux conventionnel de 1,90 % l'an échus postérieurement au 22 avril 2020.

L'affaire a fait l'objet de plusieurs renvois afin de vérifier le paiement allégué par le débiteur, qui n'est finalement pas intervenu.

Lors de la dernière audience tenue le 19 novembre 2020, la SCI DOUNE a sollicité l'autorisation de vendre amiablement les biens saisis à une SCI V constituée entre Madame Sophie RIVIERE et Monsieur Yves OMNES, sur la base d'un compromis conclu sous condition suspensive de l'octroi d'un prêt de 545.000 euros.

La CAISSE D'ÉPARGNE s'y est opposé, en raison d'un montage financier incertain.

Il apparaît en effet que Monsieur Yves OMNES possède des intérêts personnels dans les deux sociétés, et s'est d'ores et déjà porté caution du remboursement du prêt souscrit par la SCI DOUNE auprès de la CAISSE D'ÉPARGNE, alors qu'une garantie de même nature est exigée dans le cadre du prêt sollicité par la SCI V auprès de la BANQUE PALATINE.

Dans ces conditions il n'apparaît pas qu'une vente amiable puisse être conclue dans des conditions satisfaisantes au sens de l'article R 322-15 du code des procédures civiles d'exécution, et la vente par adjudication des biens saisis doit être ordonnée en application des articles R 322-26 et suivants du même code.

PAR CES MOTIFS,

Statuant par jugement réputé contradictoire et en premier ressort,

Fixe la créance de la CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR à la somme de 533.713,49 euros en principal et accessoires, outre les intérêts au taux conventionnel de 1,90 % l'an échus postérieurement au 22 avril 2020.

Déboute la SCI DOUNE de sa demande d'autorisation de vente amiable.

Ordonne la vente forcée des biens saisis aux conditions définies par le cahier des charges, et fixe la date de l'audience d'adjudication au jeudi 11 mars 2021.

Dit que les locaux pourront être visités par l'intermédiaire de Maître Constance VIGUIER, huissier de justice à EMBRUN, qui sera autorisée à y pénétrer en se conformant le cas échéant aux dispositions des articles L 142-1 et 142-2 du code des procédures civiles d'exécution.



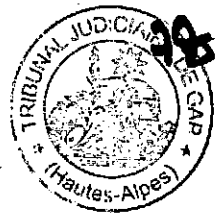
Dit que les dépens seront employés en frais privilégiés de la saisie, et taxés à la requête du poursuivant avant l'audience d'adjudication.

Ainsi prononcé par le juge de l'exécution, qui a signé avec le greffier.

Le greffier,
Marine RIGNAULT.

Le juge de l'exécution,
Jean-Paul PATRIARCHE.

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GAP
Place Saint-Arnoux - 05000 GAP



AUDIENCE D'ADJUDICATION DU JEUDI 11 MARS 2021

NOTE D'AUDIENCE

Composition du Tribunal

Président : Jean-Paul PATRIARCHE

Greffier : Marine RIGNAULT

Nature de la vente : SAISIE IMMOBILIERE

N° RÔLE : N° RG 20/00009 - N° Portalis DBWP-W-B7E-CJMX

Affaire :

Poursuivant : CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR

représenté par la SCP ALPAVOCAT, avocats au barreau des Hautes-Alpes

de Leclerc - Puy
C/

Partie saisie : S.C.I. DOUNE *de Audiau*

représenté par la SCP ALPAZUR AVOCATS

LOT UNIQUE

DESIGNATION DU BIEN A VENDRE : Sur la commune de GAP dans un ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété dénommée « Les Portes de Vapincum »

Les lots n°16,17,53,60 et 105 se composant comme suit:

soit un appartement d'une superficie de 111 m2 avec cave, deux garages et un emplacement de parking extérieur.

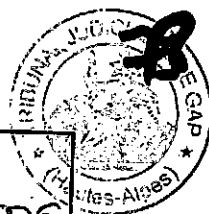
Mise à prix : 150.000€

Frais : 4.685,41€

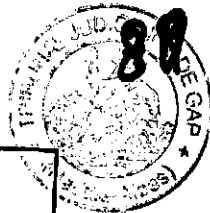
Enchères : 1.000€


est déclaré adjudicataire par la
somme de 331.000€ entre les frais

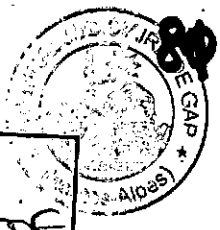
taxés



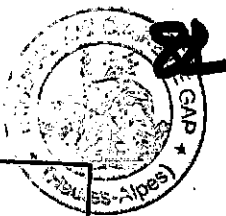
| | | | |
|-------------|-----------|-------------|-----------|
| Me Guy | 150 000 € | Me Colmant | 173.000 € |
| Me Derriges | 151 — € | Me Derriges | 174 |
| Me Colmant | 152 — € | Me Colmant | 175 |
| Me Guy | 153 — € | Me Derriges | 176 |
| Me Derriges | 154 — € | Me Colmant | 177 |
| Me Colmant | 155 — € | Me Derriges | 178 |
| Me Guy | 156 — € | Me Colmant | 180 |
| Me Colmant | 160 — € | Me Derriges | 181 |
| Me Guy | 161 — € | Me Colmant | 182 |
| Me Derriges | 162 — € | Me Derriges | 183 |
| Me Guy | 163 — € | Me Colmant | 184 |
| Me Colmant | 165 — € | Me Derriges | 185 |
| Me Derriges | 166 — € | Me Colmant | 186 |
| Me Colmant | 167 — € | Me Derriges | 187 |
| Me Derriges | 168 — € | Me Colmant | 188 |
| Me Colmant | 169 — € | Me Guy | 190 |
| Me Derriges | 170 — € | Me Colmant | 191 |
| Me Colmant | 171 — € | Me Guy | 192 |
| Me Derriges | 172 — € | Me Derriges | 193 |



| | | | |
|------------|-----------|------------|-----------|
| Me Glmar | 194.000 € | Me Asudian | 215.000 € |
| Me Guy | 195 — € | Me Denige | 216 — € |
| Me Denige | 196 — € | Me Asudian | 217 — € |
| Me Glm | 197 — € | Me Denings | 218 — € |
| Me Guy | 200 — € | Me Asudian | 220 — € |
| Me Glmar | 201 — € | Me Denige | 221 — € |
| Me Denige | 202 — € | Me Asudian | 222 — € |
| Me Glmar | 203 — € | Me Denige | 223 — € |
| Me Denige | 204 — € | Me Asudian | 224 — € |
| Me Glmar | 205 — € | Me Denige | 225 — € |
| Me Denige | 206 — € | Me Asudian | 226 — € |
| Me Glmar | 207 — € | Me Denige | 227 — € |
| Me Denige | 208 — € | Me Planday | 228 — € |
| Me Glmar | 209 — € | Me Asud | 229 — € |
| Me Denige | 210 — € | Me Den | 230 — € |
| Me Glmar | 211 — € | Me Asud | 231 — € |
| Me Denige | 212 — € | Me Denige | 232 — € |
| Me Asudian | 213 — € | Me Asud | 233 — € |
| Me Denige | 214 — € | Me Den | 234 — € |



| | | | |
|-------------|----------|------------|----------|
| Me Aoudiani | 235.000€ | Me Denieys | 254.000€ |
| Me Denieys | 236 — € | Me Aoudian | 255 — € |
| Me Aoudiani | 237 — € | Me Denieys | 256 — € |
| Me Denieys | 238 — € | Me Aoudian | 257 — € |
| Me Aoudian | 239 — € | Me Denieys | 258 — € |
| Me Denieys | 240 — € | Me Aoudi | 259 — € |
| Me Aoudian | 241 — € | Me Denieys | 260 — € |
| Me Denieys | 242 — € | Me Aoudian | 261 — € |
| Me Aoudian | 243 — € | Me Denieys | 262 — € |
| Me Denieys | 244 — € | Me Aoud | 263 — € |
| Me Aoudian | 245 — € | Me Denieys | 264 — € |
| Me Denieys | 246 — € | Me Aoudi | 265 — € |
| Me Aoudian | 247 — € | Me Denieys | 266 — € |
| Me Denieys | 248 — € | Me Aoud | 267 — € |
| Me Aoudian | 249 — € | Me Denieys | 268 — € |
| Me Denieys | 250 — € | Me Aoudian | 269 — € |
| Me Aoudian | 251 — € | Me Denieys | 270 — € |
| Me Denieys | 252 — € | Me Aoudian | 271 — € |
| Me Aoudian | 253 — € | Me Denieys | 272 — € |



| | | | |
|------------|----------|------------|----------|
| Me Audian | 273.000€ | Me Deniger | 292.000€ |
| Me Deniger | 274 — € | Me Audian | 293 — € |
| Me Aud | 275 — € | Me Deniger | 294 — € |
| Me Deniger | 276 — € | Me Audian | 295 — € |
| Me Audian | 277 — € | Me Deniger | 296 — € |
| Me Deniger | 278 — € | Me Audian | 297 — € |
| Me Audian | 279 — € | Me Deniger | 298 — € |
| Me Deniger | 280 — € | Me Audian | 299 — € |
| Me Audian | 281 — € | Me Deniger | 300 — € |
| Me Deniger | 282 — € | Me Audian | 301 — € |
| Me Audian | 283 — € | Me Deniger | 302 — € |
| Me Deniger | 284 — € | Me Audian | 303 — € |
| Me Audia | 285 — € | Me Deniger | 304 — € |
| Me Deniger | 286 — € | Me Audian | 305 — € |
| Me Audian | 287 — € | Me Deniger | 306 — € |
| Me Deniger | 288 — € | Me Audian | 307 — € |
| Me Audian | 289 — € | Me Deniger | 308 — € |
| Me Deniger | 290 — € | Me Audian | 309 — € |
| Me Audian | 291 — € | Me Deniger | 310 — € |



| | | | |
|------------|---------|----|--|
| Me Aard | 311 — € | Me | |
| Me Deniger | 312 — € | Me | |
| Me Aardian | 313 — € | Me | |
| Me Deniger | 314 — € | Me | |
| Me Aardian | 315 — € | Me | |
| Me Deniger | 316 — € | Me | |
| Me Aardian | 317 — € | Me | |
| Me Deniger | 320 — € | Me | |
| Me Aardian | 321 — € | Me | |
| Me Deniger | 322 — € | Me | |
| Me Aardian | 323 — € | Me | |
| Me Deniger | 324 — € | Me | |
| Me Aardian | 325 — € | Me | |
| Me Deniger | 330 — € | Me | |
| Me Aardian | 331 — € | Me | |
| Me | | Me | |
| Me | | Me | |
| Me | | Me | |
| Me | | Me | |
| Me | | Me | |



SELARL ADC AVOCATS BAROUKH
TAMBURINI
Toque n° 1480
4 Rue Stella
69002 LYON

Nos références : n° de dépôt : **A2021/008497**
n° de gestion : **2021D00728**
n° SIREN : **Numéro de SIREN en cours d'attribution**

CERTIFICAT DE DEPOT D'ACTES

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 10/03/2021 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de la société de :

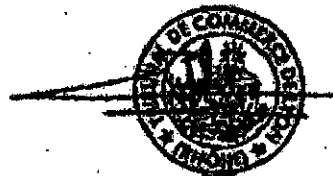


Ce dépôt comprend les pièces suivantes :
Statuts constitutifs du 04/03/2021 (1 exemplaire)

Concernant les événements RCS suivants :
Constitution d'une personne morale du 01/03/2021

Fait à Lyon, le 10/03/2021

Le Greffier



**Extrait Kbis****EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**
à jour au 10 mars 2021**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

| | |
|--------------------------------|------------------------|
| Immatriculation au RCS, numéro | En cours d'attribution |
| Date d'immatriculation | |
| Dénomination ou raison sociale | |
| Forme juridique | |
| Capital social | |
| Adresse du siège | |
| Activités principales | |
| Durée de la personne morale | |

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES**Gérant**

| | |
|---------------------------|--|
| Nom, prénoms | |
| Nom d'usage | |
| Date et lieu de naissance | |
| Nationalité | |
| Domicile personnel | |

Associé

| | |
|---------------------------|--|
| Nom, prénoms | |
| Nom d'usage | |
| Date et lieu de naissance | |
| Nationalité | |
| Domicile personnel | |

Associé

| | |
|---------------------------|---|
| Nom, prénoms | |
| Date et lieu de naissance | |
| Nationalité | F |
| Domicile personnel | |

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

| | |
|-----------------------------------|--|
| Adresse de l'établissement | |
| Activité(s) exercée(s) | |
| Date de commencement d'activité | |
| Origine du fonds ou de l'activité | |



Mode d'exploitation

Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT



Registre des bénéficiaires effectifs

code monétaire et financier – partie réglementaire - Livre V Titre VI chapitre 1er Section 9

Copie intégrale des informations déclarées

code monétaire et financier - articles L.561-46 al.1&3 et R.561-56

à jour au 10 mars 2021

IDENTIFICATION DE LA SOCIETE OU DE L'ENTITE

Dénomination ou raison sociale



INFORMATIONS RELATIVES AU(X) BENEFICIAIRE(S) EFFECTIF(S)

Nom, prénoms



Date et lieu de naissance



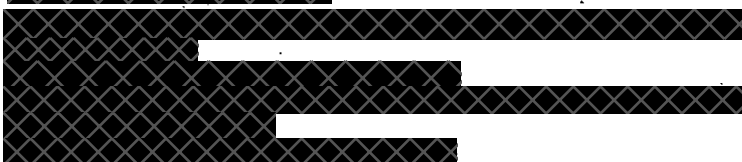
Nationalité



Adresse personnelle



Modalités du contrôle exercé sur la société ou l'entité immatriculée

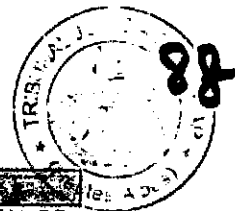


Date à laquelle la personne est devenue bénéficiaire effectif



Le Greffier





Modèle

Attestation (article R.341-41-1) personne morale

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

JUGE DE L'EXECUTION

GAP

RG

ADJUDICATION

Attestation
Article R.322-41-1 du code des procédures civiles d'exécution
Personne morale

Je soussigné(e) :

représentant la

Numéro SIREN :

Atteste sur l'honneur :

- ☒ Que la société n'est pas condamnée à une peine, en cours d'exécution, portant interdiction d'acheter un bien immobilier à usage d'habitation ou un fonds de commerce d'un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement en application des articles 225-26, I, 2° du code pénal, L.1337-4, V, alinéa 2, du code de la santé publique, L.123-3, VIII, alinéa 2, du code de la construction et de l'habitation, L.511-6, IV, alinéa 2, du code de la construction et de l'habitation et L.521-4, III, alinéa 3, du code de la construction et de l'habitation ;
- ☒ Pour le cas où la société est une société civile immobilière ou une société en nom collectif : qu'aucun de ses associés et mandataires sociaux n'est condamné à une de ces peines.

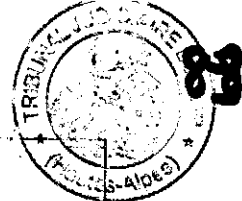
Atteste sur l'honneur (choisir suivant le cas) :

- ☒ Que la société n'est pas condamnée à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessous reproduit :
- ☐ Que la société est condamnée à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessous reproduit

Texte

CPC, exéc., art. L.322-7-1

La personne condamnée à l'une des peines complémentaires prévues au 2° du I de l'article 225-26 du code pénal, au 3° du IV et au deuxième alinéa du V de l'article L.1337-4 du code de la santé publique, au 3° du VII et au deuxième alinéa du VIII de l'article L.123-3 du code de la construction et de l'habitation, au 3° du III et au deuxième alinéa du IV de l'article L.511-6 et au 3° du II et au troisième alinéa du III de l'article L.521-4 du même code ne peut se porter enchérisseur pendant la durée de cette peine pour l'acquisition d'un bien immobilier à usage d'habitation ou d'un fonds de commerce d'un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement, sauf dans le cas d'une acquisition pour une occupation à titre personnel.



Si le mandant est une société civile immobilière ou en nom collectif :

- Que l'associé et mandataire social est condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit ;
- Que l'un associé et mandataire social n'est pas condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit

Les associés et mandataires sociaux de la société sont :

Associé/mandataire social 1 :

Personne physique :

Nom :

En cas de naissance à l'étranger :

Nom et prénom(s) du père :

Nom de jeune fille et prénom(s) de la mère :

Personne morale :

Dénomination :

Numéro SIREN

(choisir suivant le cas) :

- Que l'associé et mandataire social est condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit ;
- ✕ Que l'un associé et mandataire social n'est pas condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit

Associé/mandataire social 2 :

Personne physique :

Nom :

En cas de naissance à l'étranger :

Nom et prénom(s) du père :

Nom de jeune fille et prénom(s) de la mère :

Personne morale :

Dénomination :
Numéro SIREN :

(choisir suivant le cas) :

- ☐ Que l'associé et mandataire social est condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit ;
- ☒ Que l'un associé et mandataire social n'est pas condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit

Associé/mandataire social 3 :

Personne physique :

Nom :

Prénom(s) :

Né(e) le :

à :

pays :

Domicilié (e) :

En cas de naissance à l'étranger :

Nom et prénom(s) du père :

Nom de jeune fille et prénom(s) de la mère :

Personne morale :

Dénomination :

Numéro SIREN :

(choisir suivant le cas) :

- ☐ Que l'associé et mandataire social est condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit ;
- ☐ Que l'un associé et mandataire social n'est pas condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit

Associé/mandataire social 4 :

Personne physique :

Nom :

Prénom(s) :

Né(e) le :

à :

pays :

Domicilié (e) :

En cas de naissance à l'étranger :

Nom et prénom(s) du père :

Nom de jeune fille et prénom(s) de la mère :



Personne morale :

Dénomination :

Numéro SIREN :

(choisir suivant le cas) :

- Que l'associé et mandataire social est condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit ;
- Que l'un associé et mandataire social n'est pas condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit

- Associé/mandataire social 5 :

Personne physique :

Nom :

Prénom(s) :

Né(e) le :

à :

pays :

Domicilié (e) :

En cas de naissance à l'étranger :

Nom et prénom(s) du père :

Nom de jeune fille et prénom(s) de la mère :

Personne morale :

Dénomination :

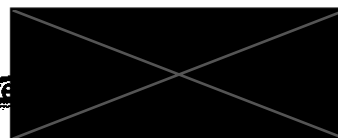
Numéro SIREN :

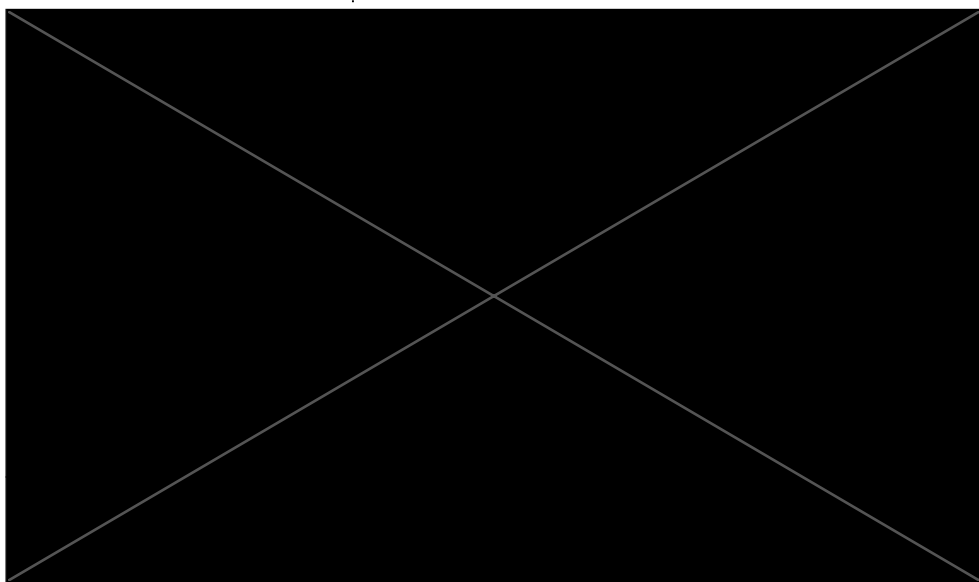
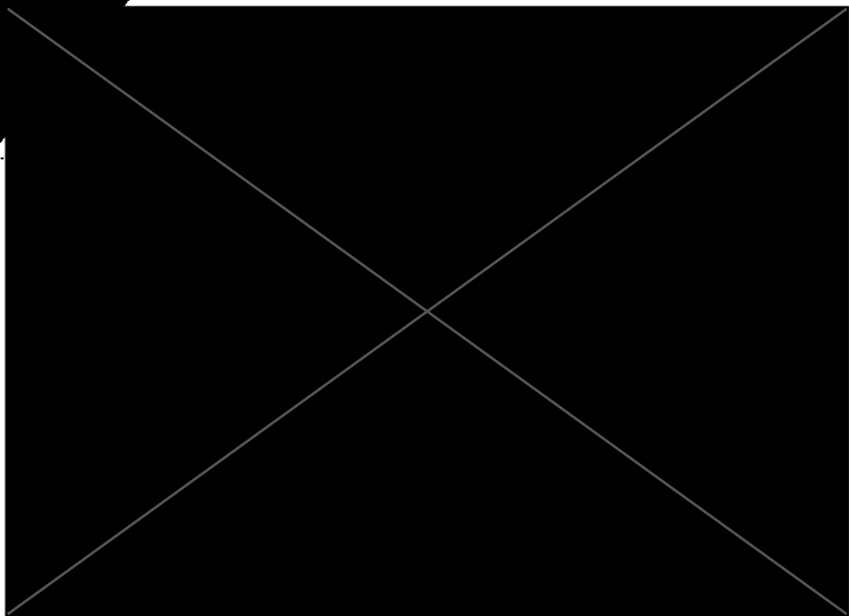
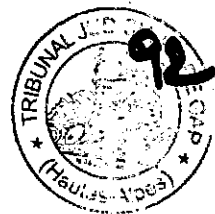
(choisir suivant le cas) :

- Que l'associé et mandataire social est condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit ;
- Que l'un associé et mandataire social n'est pas condamné à l'une des peines mentionnées à l'article L.322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessus reproduit

Date 08/03/2021

Signature





POUVOIR POUR ENCHERIR



Donne par la présente pouvoir à la S.C.P. ALPAZUR AVOCATS, dont le siège est "Le Rive Gauche", 33 boulevard Georges Pompidou à GAP,

De pour elle et en son nom, enchérir jusqu'à la somme de : **575.000,00**
CINQ CENT SOIXANTE QUINZE MILLE EUROS

En sus des charges et conditions du Cahier des Conditions de la vente,

→ En un lot :

SUR LA COMMUNE DE GAP (05000)

Un ensemble immobilier sis 12/14 avenue Jean-Jaurès, résidence les portes de Vapincum, figurant au cadastre de ladite commune section DI 75, DI 76 et DI 77, les lots n° 16,17,53,60 et 105 de cet ensemble immobilier, à savoir un appartement d'une superficie de 111 m² avec cave, deux garages et un emplacement de parking extérieur.

Ainsi que tout immeuble par destination.

Dans la vente poursuivie à la requête de :

La CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 395033520,00 euros, ayant son siège social sis 455 promenade des Anglais, 06200 NICE, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié ès qualités audit siège.



Dont l'adjudication aura lieu à l'audience du juge de l'exécution près le tribunal judiciaire de GAP (05000), palais de justice, place Saint-Arnoux, du **JEUDI 11 MARS 2021 A 14 HEURES.**

la rendre adjudicataire dudit immeuble, passer toutes déclarations d'adjudication à son profit, l'engager à l'exécution du cahier des conditions de la vente et à cet effet, faire signer tous actes promettant ratification.

Fait à **GAP**

Le **8 mars 2021**

Pour la

[Redacted signature]

[Redacted signature]

[Redacted signature]

COUR D'APPEL DE GRENOBLE
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GAP



JUGE DE L'EXECUTION

RG : N° 20/00009 - N° Portalis DBWP-W-B7E-CJMX
Jugement n°21/19

JUGEMENT D'ADJUDICATION SUR SAISIE IMMOBILIÈRE
du JEUDI 11 MARS 2021

A l'audience publique du Tribunal judiciaire de GAP, tenue le jeudi 11 mars 2021 par Monsieur Jean-Paul PATRIARCHE, vice-président, délégué en qualité de Juge de l'exécution, assisté par Madame Marine RIGNAULT, greffier

a été prononcé le présent jugement d'adjudication entre :

CRÉANCIER POURSUIVANT :

La CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR, société anonyme ayant son siège social 455 Promenade des Anglais 06200 NICE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NICE sous le numéro 384 402 871, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié ès qualités audit siège

représentée par Maître Fabien BOMPARD, avocat au barreau des Hautes-Alpes, membre de la SCP ALPAVOCAT, substitué à l'audience par Maître Elisabeth LECLERC-MAYET

PARTIE SAISIE :

La SCIDOUNE, société civile immobilière ayant son siège social 1 Rue des Lavandins 05000 GAP, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de GAP, sous le numéro 511 757 320, prise en la personne de son représentant légal, domicilié ès qualités audit siège

représentée par la SCP ALPAZUR AVOCATS, postulant, et Maître Hélène BAROUKH, avocat plaidant du barreau de LYON

CRÉANCIER INSCRIT :

CAISSE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE-EST société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit, ayant son siège social 1, rue Pierre de Truchis de Lays - 69410 CHAMPAGNE AUMONT D'OR, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 399 973 825

Non comparante

*Copies délivrées
le 26/03/21.*

Vu le commandement de payer signifié par la CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR à l'encontre de la SCI DOUNE suivant exploit d'huissier du 31 décembre 2019 publié au service de la publicité foncière de GAP le 24 février 2020, volume 2020 S 00007.

Vu l'assignation délivrée le 17 juin 2020 au débiteur saisi afin de comparaître à l'audience d'orientation, et sa dénonciation à la CAISSE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE-EST en sa qualité de créancier inscrit par acte du 22 juin.

Vu l'acte de dépôt du cahier des conditions de vente reçu au greffe le 19 juin 2020.

Vu le jugement d'orientation prononcé le 17 décembre 2020 ayant ordonné la vente par adjudication des biens saisis à l'audience du 11 mars 2021.

Lors de ladite audience il a été donné acte au poursuivant de l'accomplissement de l'ensemble des formalités et publicités préalables à la vente, et Maître Elisabeth LECLERC-MAYET a requis qu'il soit procédé à l'adjudication.

Il a été préalablement donné lecture de la désignation de l'immeuble à vendre en un lot unique se composant comme suit :

Sur la commune de GAP (05000), dans un ensemble immobilier soumis au statut de la copropriété dénommé « Les Portes de Vapincum » sis avenue Jean Jaurès à GAP ;

- **Le lot n° 105 de l'état descriptif de division** consistant en un appartement d'une superficie de 111 mètres carrés

- **Ainsi que les lots 16, 17, 53 et 60** consistant respectivement en une cave, deux garages fermés et un emplacement de parking extérieur.

Les enchères publiques ont été ouvertes sur la mise à prix de 150.000 Euros, les frais de poursuite ayant été taxés à 4.685,41 Euros.

Après l'écoulement d'un délai de 90 secondes décomptées par l'horloge de la salle d'audience, Maître Jean-Pierre AOUDIANI, avocat au barreau des Hautes-Alpes, est resté le dernier enchérisseur pour la somme de 331.000 Euros, au nom et pour le compte de sa cliente, [REDACTED], en vertu d'un pouvoir régulier produit à l'audience.

PAR CES MOTIFS

Le Juge de l'exécution statuant publiquement, par décision réputée contradictoire et en dernier ressort,

Vu les articles L 322-5 et suivants et R 322-59 et suivants du code des procédures civiles d'exécution,

ADJUGE à la [REDACTED]

[REDACTED], le lot unique mis en vente selon description figurant au cahier des conditions de vente, moyennant le prix de 331.000 Euros majoré des frais de poursuite taxés à 4.685,41 Euros.



DIT que le présent jugement devra être notifié par le créancier poursuivant au débiteur saisi, au créancier inscrit, ainsi qu'à l'adjudicataire, et sera ensuite transcrit à la suite du cahier des conditions de vente dont l'expédition vaudra titre de vente.

DIT que l'adjudicataire devra consigner le prix de vente majoré des frais taxables auprès du compte séquestre ouvert à l'ordre des avocats du barreau des Hautes-Alpes, dans un délai de deux mois à compter de la date d'adjudication définitive, à peine de réitération des enchères.

RAPPELLE que la consignation du prix de vente majoré des frais taxables produira un effet de purge de toute hypothèque ou privilège inscrit sur le bien aliéné du chef du débiteur.

Ainsi prononcé par le Juge de l'exécution qui a signé avec le greffier.

Le Greffier
Marine RIGNAULT

Le Juge de l'exécution
Jean-Paul PATRIARCHE

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
GAP

Le 20/12 2022 Dossier 2022 00056282, référence 0504P01 2022 G 00032

Enregistrement : 19220 € Pénalités : 0 €

Total liquidé : Dix-neuf mille deux cent vingt Euros

Montant reçu : Dix-neuf mille deux cent vingt Euros



ALPAVOCAT

SCP d'avocats inscrite au Barreau des Hautes-Alpes
20, rue David Martin 05000 GAP
☎ 04.92.52.34.84 ☎ 04.92.52.44.41



QUITTANCE DE FRAIS DE POURSUITES

Affaire : CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR/SCI DOUNE

Adjudication du 11/03/2021
RG n°21/00019

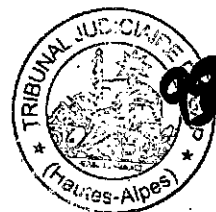
La soussignée, Maître Fabien BOMPARD, membre de la SCP ALPAVOCAT, avocat au barreau des Hautes-Alpes, dont le Cabinet est sis à GAP (05000), 6 rue Cadet de Charance ;

Dans un ensemble immobilier sis sur le territoire de la Commune de GAP (05000), 12/14 Avenue Jean-Jaurès, Résidence Les Portes de Vapincum, figurant au cadastre de ladite Commune section DI 75, DI 76 et DI 77, constituant les lots n° 16, 17, 53, 60, 105 de cet ensemble immobilier, étant noté que l'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par ME DENANTE, Notaire à GAP, le 18.01.2007, publié au service de la publicité foncière de GAP le 22.02.2007, volume P2007P n° 2077.

Reconnais avoir reçu des mains de la [REDACTED], adjudicataire dudit immeuble à l'audience du juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de GAP du 11.03.21, la somme de 4 685,41 €, montant des frais préalables à la vente, taxés par le juge et payables en sus du prix.

Fait à GAP,
Le 06.10.2021

Maître Fabien BOMPARD



JUGE DE L'EXECUTION

JUGEMENT DU JEUDI 20 JANVIER 2022

RG : N° RG 20/00009 - N° Portalis DBWP-W-B7E-CJMX

MINUTE : 01/22

Président : Laurent MASSA, juge de l'exécution au tribunal judiciaire de Gap

Greffier : Fanny SOYER, greffier placé en délégation au tribunal judiciaire de Gap

A LA REQUETE DE :

CRÉANCIER POURSUIVANT :

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR

455 Promenades des Anglais

06200 NICE

Représenté par Maître Fabien BOMPARD, avocat au barreau des HAUTES-ALPES

PARTIE SAISIE :

S.C.I. DOUNE

12/14 avenue Jean Jaurès -Résidence les Portes de Vapincum

05000 GAP

Représentée par la SCP ALPAZUR AVOCATS

CRÉANCIER INSCRIT :

CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE EST

1 rue Pierre de Truchis de Layé

69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR

Ni comparante, ni représentée

DÉBATS :

À l'audience publique du six janvier deux mil vingt deux, les conseils des parties ont été entendus en leurs demandes. L'affaire a été mise en délibéré, la décision étant rendue à l'audience de ce jour, le vingt janvier deux mil vingt deux.

Grosses et copies
délivrées le *22/01/22*
la SCP ALPAZUR AVOCATS
Me Fabien BOMPARD
Créancier inscrit : *CAN*

mandement de payer signifié par la CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR à l'encontre de la SCI DOUNE suivant exploit d'huissier du 31 décembre 2019 publié au service de la publicité foncière de GAP le 24 février 2020, volume 2020 S 00007, valant saisie immobilière d'un ensemble et de locaux annexes constituant les lots n° 16, 17, 53, 60 et 105 de l'état descriptif de l'ensemble d'un ensemble immobilier soumis au statut de la copropriété dénommé " Les Portes de l'Incarnum " sis avenue Jean Jaurès à GAP ;



Vu l'assignation délivrée le 17 juin 2020 au débiteur saisi afin de comparaître à l'audience d'orientation et sa dénonciation à la CAISSE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE-EST en sa qualité de créancier inscrit par acte du 22 juin ;

Vu l'acte de dépôt du cahier des conditions de vente reçu au greffe le 19 juin 2020 ;

Vu notre jugement d'orientation du 17 décembre 2020 ayant notamment fixé la créance de la CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR à la somme de 533.713,49 euros en principal et accessoires (outre les intérêts au taux conventionnel de 1,90 % l'an échus postérieurement au 22 avril 2020), débouté la SCI DOUNE de sa demande d'autorisation de vente amiable, ordonné la vente forcée des biens saisis aux conditions définies par le cahier des charges et fixé la date de l'audience d'adjudication au jeudi 11 mars 2021 ;

Vu notre jugement d'adjudication sur saisie immobilière du 11 mars 2021 ayant notamment adjugé à la SCI DOUNE, le lot unique mis en vente selon description figurant au cahier des conditions de vente, moyennant le prix de 331.000,00 euros majoré des frais de poursuite taxés à 4.685,41 euros ;

Vu les conclusions notifiées par le poursuivant le 14 décembre 2021 à la SCI DOUNE aux fins d'obtenir une prorogation des effets du commandement tenant au fait que l'adjudicataire n'a consigné que très tardivement le prix de vente et qu'il ignore si le jugement valant titre de propriété a été publié aux services de la publicité foncière ;

Vu l'audience du 6 janvier 2022 à laquelle la CAISSE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE EST n'a pas comparu et au cours de laquelle la SCI DOUNE a indiqué ne pas s'opposer à ladite demande de prorogation ;

En l'état des explications données, il convient par application des dispositions de l'article R 321-22 du code des procédures civiles d'exécution, de faire droit à la demande de prorogation sollicitée par la CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR.

En vertu de l'article 2 (4°) du décret n° 2020-1452 du 27 novembre 2020 applicable aux instances en cours, la prorogation des effets du commandement doit être ordonnée pour une durée de cinq années (article R 321-20 du code des procédures civiles d'exécution).

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement par jugement réputé contradictoire et en premier ressort,

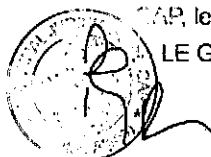
ORDONNE la prorogation des effets du commandement de payer valant saisie délivré à la requête de la CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR à l'encontre de la SCI DOUNE suivant exploit d'huissier du 31 décembre 2019 et publié au service de la publicité foncière de GAP le 24 février 2020, volume 2020 S 00007, et ce pour une durée de cinq années à compter de la publication de la mention du présent jugement en marge de la saisie ;

DIT que les dépens seront employés en frais privilégiés de la saisie,

Ainsi prononcé par le Juge de l'exécution qui a signé avec le greffier.

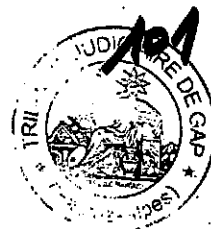
Le Greffier
Fanny SOYER

POUR LE JUGE DE L'EXÉCUTION
CERTIFIÉ CONFORMÉ
GAP, le 11/01/23
LE GREFFIER



Le Juge de l'exécution
Laurent MASSA

MANDEMENT



EN CONSÉQUENCE, LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, mande et ordonne :

À tous Huissiers de Justice, sur ce requis de mettre la présente décision à exécution ;

Aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République, près des Tribunaux Judiciaires d'y tenir la main ;

A tous Commandants et Officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis ;

POUR COPIE EXÉCUTOIRE CERTIFIÉE CONFORME,

délivrée à Maître Jean-Pierre AOUDIANI, avocat au barreau des Hautes-Alpes,

sur sa réquisition, par Nous, Greffier en Chef du Tribunal Judiciaire de Gap,

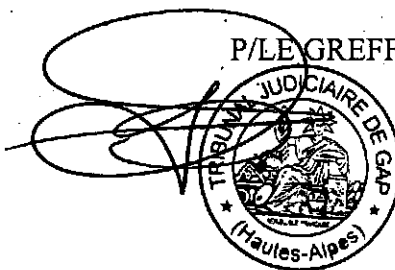
le 13 janvier 2023

P/LE GREFFIER EN CHEF



Le soussigné, Greffier en Chef du Tribunal Judiciaire de Gap, certifie la présente copie collationnée et conforme à l'expédition destinée à recevoir la mention de transcription contenant :

P/LE GREFFIER EN CHEF



Pour les besoins de la publicité foncière, il est précisé que la présente publication est requise auprès du service de la publicité foncière de GAP (05000) en marge de la saisie publiée le 24 février 2020, volume 2020 S 00007.

S.C.P. ALPAZUR AVOCATS
(ANCIENNEMENT SOCIETE PROFESSIONNELLE D'AVOCATS
GERBAUD - AOUDIANI - CHARMASSON
COTTE - MOINEAU - ROUANET)
*Le Rive Gauche - 33 Bd Georges Pompidou
05000 GAP*

Le soussigné, Maître Nicolas WIERZBINSKI, avocat associé de la S.C.P. ALPAZUR AVOCATS (anciennement S.C.P. d'Avocats GERBAUD - AOUDIANI - CHARMASSON - COTTE - MOINEAU - ROUANET), dont le siège est « Le Rive Gauche », 33 Boulevard Georges Pompidou à GAP (05000), certifie que le présent bordereau établi sur 102 pages (hors formule de publication) est exactement collationné et conforme à la minute et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publication et certifie également que l'identité complètes des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms, lui a été régulièrement justifiée.

S.C.P. ALPAZUR AVOCATS
(ANCIENNEMENT SOCIETE PROFESSIONNELLE D'AVOCATS
GERBAUD - AOUDIANI - CHARMASSON
COTTE - MOINEAU - ROUANET)
*Le Rive Gauche - 33 Bd Georges Pompidou
05000 GAP*